

Aide et Action

Le Magazine

► N°111
Juillet 2009

Retour sur les actions
En encart,
le bilan
financier
2008

Dossier

L'alphabétisation,
pour décider de son destin

p.7

Mobilisez-vous

Spécial Etats Généraux 2004 :
à l'heure du bilan.

p.27

Retrouvez le magazine sur www.aide-et-action.org

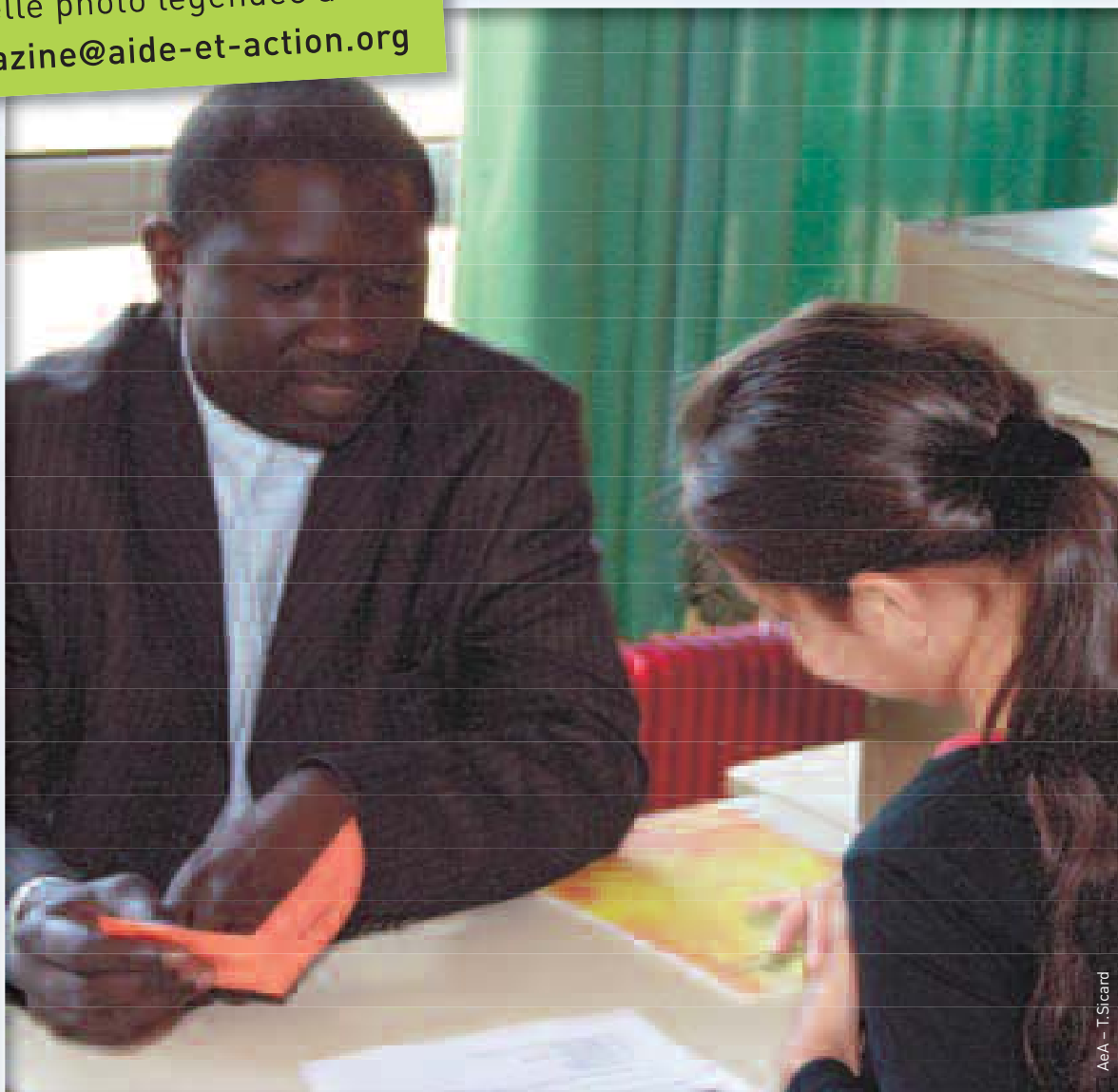
 Aide et Action

L'Education change le monde

Instantané

**Vous avez visité
un de nos projets ?**

Envoyez-nous votre plus
belle photo légendée à :
magazine@aide-et-action.org



AeA - T. Sicard

Lors de la « Journée Citoyenne » organisée le 29 mai dernier à l'école élémentaire Jean Jaurès de Villiers-Le-Bel (95), une élève donne sa carte d'électrice à Mahtou Diouf, Chargé de développement éducatif à Aide et Action et, le temps de cette journée, "Ambassadeur" de ces premières élections pour élèves.

Photo de couverture : J. Piget.

Aide et Action, magazine trimestriel, juillet à septembre 2009, publié par l'association Aide et Action - 53, boulevard de Charonne - 75545 Paris Cedex 11 - Tél. : 01 55 25 70 00 - Internet : www.aide-et-action.org - E-mail : info@aide-et-action.org - Représentant de l'association : Jacques Lemaréchal, président - Directeur de la publication : Florent Marcoux, directeur France - Co-rédaction en chef : Nancy Barrett Saint-Laurent, Jean-Christophe Nougaret et Tristan Sicard - La rédaction remercie pour leur participation : : A. Bordallo - S. Boyé-Gonçalves - A. Cassiot - B. Garnier - O. Haillant - C. Heuzé - R. Jannel - C. Jeanmonod - P. Kane - F. Lavessière - A. Monteil - S. Miot - M. Ndoye - H. Nieul - H.-R. Niang - A. Tandia - L. Willerval.- Commission paritaire : 0713G 83 404 - Prix au numéro par abonnement : 1 € - Abonnement de soutien : à partir de 16 € - ISSN : 1761-1024 - Dépôt légal : troisième trimestre 2009 - Tirage : 80 000 exemplaires - Réalisation : Elsa Clouet - Imprimeur : Imaye - Boulevard Henri-Becquerel - 53000 Laval.

Aide et Action, première association française de parrainage pour le développement par l'éducation, est une association libre de toute attache religieuse et politique. Aide et Action est une association reconnue d'utilité publique. Elle est, ainsi, habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation. Aide et Action est agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter Aide et Action France (voir coordonnées ci-dessus) ou Aide et Action Suisse - Rue des Pâquis, 11 - 1201 Genève - Suisse - Tél. : +41 22 716 52 10 - Fax : +41 22 716 52 11.

Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action. En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.

Ce magazine contient un encart.

AGRÉÉE PAR



Agréée par :





Les Etats généraux, un moment de démocratie associative

Chères mairaines, chers parrains

Comme chaque année, vous trouverez dans ce magazine de juillet le bilan financier de notre association. Il reflète les activités mises en œuvre en 2008 au service de notre mission sociale, pour un accès à une éducation de qualité pour tous. Autant d'actions rendues possibles dans tous nos pays d'intervention grâce à votre soutien. Ce reflet se veut un exercice de transparence auquel Aide et Action est traditionnellement très attachée. Il se réfère à des projets et des thématiques que ce magazine, associé au site internet «aide-et-action.org», a l'ambition d'éclairer.

Ainsi, ce numéro, reprend un thème central de notre action : l'alphabétisation. Près de 800 millions de personnes dans le monde en sont encore privées. Notre propos est de démontrer que les objectifs de l'alphabétisation ne sont pas seulement d'apprendre à lire, écrire et compter. C'est aussi l'opportunité de donner les capacités à un individu de fonctionner dans la société, d'atteindre ses objectifs, de parfaire ses connaissances et d'accroître son potentiel. Vous verrez à travers des exemples concrets d'actions dans nos projets, à quel point l'alphabétisation permet aux enfants, aux adultes, de devenir «acteur» de leur vie.

Enfin, ce magazine est aussi l'occasion de partager avec vous un projet ambitieux : les Etats généraux de 2010. L'article qui lui est consacré vous permettra de mieux comprendre les enjeux et le déroulement de ce grand moment de démocratie associative. Il fédère, tous les cinq à six ans, les parrains, mairaines, membres de l'Assemblée générale, bénévoles, partenaires, salariés, autour du projet associatif. Les orientations qui s'en dégageront serviront à préciser la façon dont Aide et Action conduira sa mission dans cette deuxième décennie du XXI^e siècle.

Bonne lecture !

Jacques Lemaréchal
Président d'Aide et Action France

Sommaire

EN BREF

4-6



>> DOSSIER :

L'alphabétisation pour décider de son destin

Alphabétisation : bien plus qu'apprendre à lire, écrire et compter	8-10
L'alphabétisation pour réussir sa migration et sortir de la pauvreté	11
Femmes : s'alphabétiser pour s'émanciper	12-13
Face à la tradition orale, quels défis pour l'alphabétisation ?	14-15
Politiques publiques, méthodes d'alphabétisation : paroles d'expert	16-17

ACTUALITES

Villiers-le-Bel : Quels citoyens pour demain ?

26

MOBILISEZ-VOUS !

Spécial Etats généraux 2004 : à l'heure du bilan

27-29

BOITE AUX LETTRES

Visite de projet : témoignages et images d'une mairaine

30-31

Inauguration du projet d'appui à l'assainissement et à la promotion de l'hygiène au Sénégal



Aide et Action a organisé le lancement du Projet d'appui à l'assainissement et à la promotion de l'hygiène (PAPH) le 8 mai, à Kolda, au Sénégal. Cette rencontre, présidée par le préfet de Kolda, a rassemblé 102 participants. Elle avait pour objectif d'informer et de sensibiliser les autorités administratives et politiques, ainsi que l'ensemble des acteurs locaux, sur les principes et les axes d'intervention du projet. Co-financé par le ministère des Affaires étrangères et européennes, il doit durer trois ans.

Salon du Développement durable à Sophia-Antipolis

Aide et Action était présente les 14 et 15 mai derniers au premier salon azuréen du Développement durable qui s'est tenu à Sophia-Antipolis, près de Nice. A cette occasion, la société Agora Einstein, organisatrice de l'événement, a réuni plus de 700 professionnels et a gracieusement offert à notre association un espace d'exposition. Deux bénévoles et un salarié d'Aide et Action ont ainsi pu proposer aux professionnels de soutenir nos projets éducatifs, notamment dans le cadre de la campagne « Entrepreneurs engagés pour l'Education » qui s'adresse aux PME.



La fondation S'AIDDES s'engage à nos côtés au Bénin



La fondation S'AIDDES soutient et finance les actions qui participent au développement économique des personnes les plus pauvres. S'AIDDES a signé, le 20 avril 2009, un partenariat avec Aide et Action pour une durée de trois ans. Les microcrédits et l'encouragement à l'entrepreneuriat, inclus dans le projet PADAE⁽¹⁾ au Bénin, ont été particulièrement déterminants dans le choix établi par la fondation.

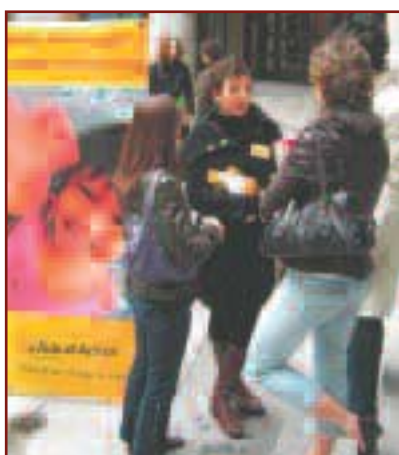
(1) PADAE : Projet d'appui au Développement des alternatives éducatives.

Week-end de travail sur l'action locale bénévole

L'équipe des coordinateurs du Réseau des bénévoles et les salariés en charge de la mobilisation locale se sont réunis du 15 au 17 mai dernier à Echourgnac (24). Au programme de ce week-end de travail : réflexions sur le suivi des mobilisations pour Aide et Action, mise en place d'un discours commun sur l'association pour tous les bénévoles, avancées sur l'organisation des Collèges des bénévoles (septembre et octobre 2009).



BNP Paribas Assurance – Semaine du Développement durable en France



Dans le cadre de la semaine du Développement durable, du 1^{er} au 7 avril 2009, BNP Paribas Assurance, partenaire d'Aide et Action sur quatre projets d'éducation liés à la thématique des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest, a invité Aide et Action à présenter sa mission et le partenariat aux salariés de BNP Paribas. Une exposition, une projection de film et la tenue de conférences ont sensibilisé ces personnes aux enjeux de l'éducation et ont permis de faire connaître Aide et Action au siège de cette multinationale qui compte 7 000 collaborateurs répartis dans 41 pays.

Mission accomplie des jeunes volontaires d'Unis Cités

Aide et Action a accueilli, au cours du premier semestre 2009, huit jeunes volontaires dans le cadre de leur service civil. Leur mission était de sensibiliser et mobiliser les jeunes d'Ile-de-France autour de la campagne « Mon Défi pour l'éducation ». Ces jeunes ont réalisé 50 animations avec plus de 1 250 jeunes. L'expérience a permis à ces volontaires de réfléchir sur leurs compétences et de préciser leur projet professionnel : « *J'ai pris confiance en moi* », témoigne Cathy, l'une des huit volontaires. Pour plus d'informations sur cette opération, rendez-vous sur : www.uniscite.fr



Semaine de la Solidarité internationale

Un temps de rencontres et d'échanges avec les bénévoles sur la semaine de la Solidarité internationale (SSI), opération nationale d'information et de sensibilisation à la solidarité internationale, a eu lieu le 11 juillet dernier à Paris. Le but de cette journée était d'échanger et de proposer aux bénévoles un événement national, voire international, pour Aide et Action. La SSI 2009 se déroulera quant à elle du 14 au 22 novembre et coïncidera avec l'anniversaire des 20 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant, dont la date de commémoration est le 20 novembre (journée des Droits de l'enfant).

La Fondation PPR pour la dignité et les droits des femmes contribue à soutenir la formation professionnelle de jeunes femmes en Inde

Nouvellement créée, la fondation du groupe Pinault Printemps Redoute a souhaité participer au projet de formation professionnelle de femmes aux métiers de l'esthétique, dans six centres iLEAD, pour une durée d'un an. Le partenariat a été officiellement annoncé par François-Henri Pinault, PDG du groupe, lors du dernier congrès IHT (International Herald Tribune) Sustainable Luxury de mars 2009, à New Delhi, en Inde.

Agenda des actions locales

Equipe du Barp (33)

L'équipe bénévole du Barp est présente aux journées du Sahel les 1^{er} et 2 août 2009 à Saint-Médard-en-Jalles (33) à partir de 17h. **Maryvonne Drexel**, mary.drexel@wanadoo.fr

Equipe de Niort (79)

L'équipe bénévole de Niort organise une marche solidaire à Verruyes, le dimanche 13 septembre 2009. **Roselyne Mathieu**, mathieu.sylvain@wanadoo.fr

Equipe de La Manche (50)

L'équipe bénévole de la Manche organise une traversée de la baie du mont Saint-Michel le samedi 19 septembre 2009. Le parcours partira du Bec d'Andaine jusqu'au mont Saint-Michel avec un guide. La participation est de 5 euros pour les adultes et gratuite pour les moins de 16 ans.

michelle.lelaizant@wanadoo.fr

Equipe d'Angers (49)

L'équipe bénévole d'Angers organise une soirée folk au profit d'Aide et Action à la salle des fêtes de Saint-Mathurin-sur-Loire. Elle aura lieu le samedi 26 septembre à partir de 20h30. Entrée 7 euros, gratuité pour les jeunes âgés de moins de 16 ans.

claudine.pays@sfr.fr

Retrouvez les coordonnées de toutes les équipes bénévoles sur :

http://www.aide-et-action.org/ewb_pages/b/benevolat.php

En appelant au 01 55 25 40 95

En écrivant à Action bénévole - 53, bd de Charonne - 75545 Paris cedex 11

Les salariés d'ORANGE se mobilisent autour de l'éducation des femmes et des filles

Des représentants d'Aide et Action étaient dans les locaux d'Orange UI (Unité d'intervention) dans le 10^e arrondissement de Paris le 6 mai 2009. Ils ont sensibilisé, au moyen de photos, d'expos et de vidéos, les collaborateurs d'Orange UI aux actions menées en partenariat avec la Fondation Orange sur la thématique de l'éducation des femmes et des filles au Sénégal et au Niger.



Aide et Action en vidéo sur You Tube et Dailymotion



Aide et Action dispose désormais de deux chaînes vidéos grâce aux sites web You Tube et Dailymotion. Vous pouvez ainsi retrouver 80 vidéos sur différents projets de l'association sous forme d'interviews, de films thématiques ou de spots. Vous pouvez même vous abonner gratuitement à ces chaînes afin d'être alertés des dernières mises en ligne de vidéos. Pour visionner ces films : www.dailymotion.com/aide_et_action ; www.youtube.com/aideetaction.



La presse en parle



A l'occasion du 22 mars, journée mondiale de l'Eau, le site mensuel NeoPlanète (www.neo-planete.com), consacré à la « la green attitude, un nouvel art de vivre », a publié un article sur le rôle d'Aide et Action à la frontière entre Haïti et la République dominicaine. Chaque année, 4 millions de personnes dans le monde meurent de maladies liées au manque d'eau ou à sa mauvaise qualité. Chaque jour, 6 000 enfants sont victimes de la consommation d'une eau non potable. Aide et Action conçoit et met en œuvre des projets, comme en République dominicaine ou au Sénégal, pour renforcer les liens existants entre accès à l'eau et qualité de l'éducation.



« L'éducation ne coule pas de source », titre de son côté **Terra Eco**, le média du développement durable. Le mensuel écologiste publie une interview de Claire Calosci dans laquelle la directrice générale d'Aide et Action revient sur le programme transfrontalier Haïti-République dominicaine. « *Les enfants étaient épuisés à cause de la corvée de l'eau, ou malades parce que cette eau de rivière est souvent polluée* », explique-t-elle. Pour faire face à ce problème, Aide et Action a participé à un projet d'installations sanitaires, financé par l'Union européenne. Claire Calosci conclut son interview par une observation de terrain en forme de conseil pour tous : « *Fermer le robinet n'est pas une évidence pour quelqu'un qui n'en a jamais utilisé.* »



Le Club Français de l'Université Gonzaga (Etats-Unis, Etat de Washington) a organisé sa 3^e soirée annuelle au profit d'Aide et Action. Le bulletin de l'Université, qui donne la parole aux membres du Club, rapporte les propos de l'une d'entre eux : « *En organisant cet événement au cours duquel nous faisons connaître la cuisine et la culture françaises, nous voulons que les gens passent un bon moment tout en appuyant une grande cause à la fois.* »

ERRATUM : Dans le magazine n° 110, le kit « Mon Défi pour l'éducation » peut se commander en appelant Marième au 01 55 25 40 95 et non au 01 55 25 70 79 comme mentionné précédemment.



Dossier l'alphabétisation, pour décider de son destin

Alphabétisation : bien plus qu'apprendre à lire, écrire et compter	8-10
L'alphabétisation pour réussir sa migration et sortir de la pauvreté	11
Femmes : s'alphabétiser pour s'émanciper	12-13
Face à la tradition orale, quels défis pour l'alphabétisation ?	14-15
Politiques publiques, méthodes d'alphabétisation : paroles d'expert	16-17

Alphabétisation : bien plus qu'apprendre à lire, écrire et compter

L'alphabétisation n'est pas seulement un moyen de savoir lire, écrire et compter. C'est aussi donner les capacités à un individu d'élaborer des projets, de développer ses connaissances, etc. C'est lui permettre d'être maître de sa propre vie et d'améliorer celle des autres.

Les cours d'alphabétisation m'ont permis de déchiffrer les factures du marché, d'améliorer mon hygiène et de m'impliquer davantage dans les cours de mes enfants. Avec l'alphabétisation, je me suis rendu compte de l'importance de l'école. »

Madame Hodalo Kpezou, auditrice dans le centre d'alphabétisation du village de Tchévenda, situé au nord du Togo⁽¹⁾, dit avec ses mots que l'alphabétisation est « un droit fondamental de la personne humaine » et une « source de liberté » (Unesco, résolution 11 de la Déclaration de Hambourg - 1997).

En effet, l'alphabétisation a longtemps été vue comme un simple processus d'acquisition des compétences de base (écriture, lecture, calcul). Elle est aujourd'hui considérée par les organisations internationales comme un moyen pour les individus d'accéder à un développement socio-économique et à l'apprentissage de nouveaux savoirs. Cette prise de conscience intervient au plus haut niveau puisque les Nations unies ont lancé la Décennie pour l'alphabétisation (2003-2012) dont l'Assemblée générale, en 2002, a déclaré : « L'alphabétisation est cruciale pour l'acquisition, par chaque enfant, jeune et adulte, des compétences de base leur permettant de faire face aux problèmes qu'ils peuvent rencontrer dans la vie. Elle représente une étape essentielle de l'éducation de base qui est un moyen indispensable de participation effective à l'économie et à la vie de la société du XXI^e siècle. »

“Améliorer l'estime de soi”

Aucun doute : l'alphabétisme améliore les conditions de vie et notamment l'estime de soi parce qu'elle permet de devenir autonome. Zhou Ji Yan, propriétaire d'une boutique

La formation que j'ai reçue a changé ma vie de tous les jours

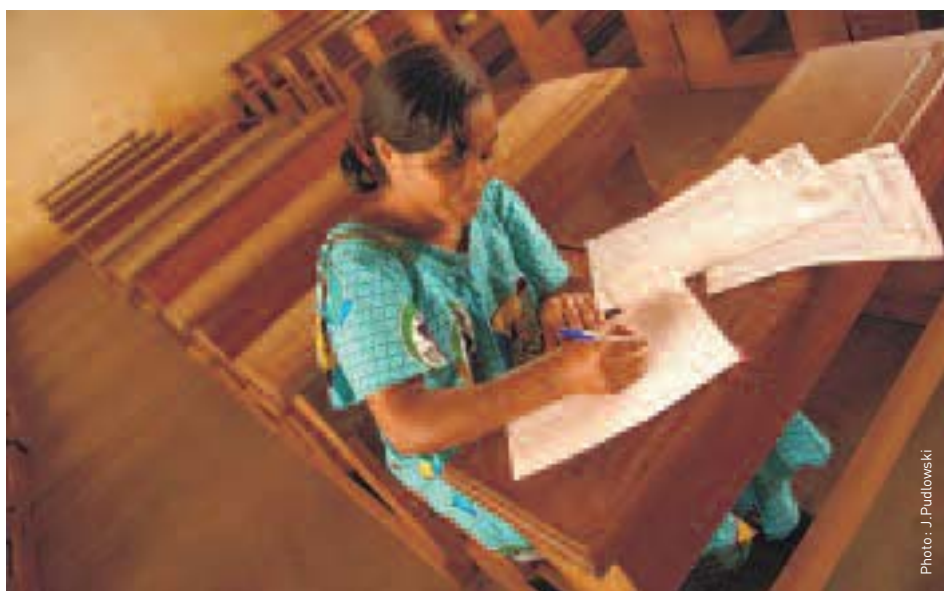


Photo : J. Pudowski

L'alphabétisation permet de devenir autonome.

en Chine, témoigne de son expérience passée dans une classe d'alphabétisation : « Grâce à cette classe, je ne dépends plus des autres pour faire mes comptes. Aujourd'hui, c'est moi toute seule qui m'en charge. »⁽²⁾

Au-delà de l'autonomie, une femme alphabétisée s'impliquera davantage dans sa famille, auprès de ses enfants ou au sein de sa communauté car elle aura pris conscience de ses capacités.

Du coup, en gagnant en autonomie et en estime de soi, une personne alphabétisée sera plus à même de s'intéresser au vote, de participer à la vie et au débat démocratique, d'intégrer des syndicats dans son entreprise, etc. Ainsi, Rabi Jaki, présidente du Groupement de femmes de Tibiri au Niger, explique : « La formation que j'ai reçue a changé ma vie de tous les jours : non seulement j'arrive à ... »

L'importance de l'oralité

L'alphabétisation ne repose pas uniquement sur l'écrit. Dans tous les pays où Aide et Action agit, le savoir oral est fondamental. Du coup, chaque programme d'alphabétisation de qualité se base sur les connaissances des apprenants et notamment celles qu'ils peuvent exprimer à l'oral. De nombreux adultes travaillant dans le commerce et dits « analphabètes », outre leurs savoirs personnel et professionnel, savent déjà compter. Les programmes d'alphabétisation, pour être efficaces, doivent s'appuyer sur les connaissances orales de ces personnes afin qu'elles puissent développer leurs compétences écrites. (Pour en savoir plus, voir article pp. 14-15.)

Clés de lecture

Alphabétisation

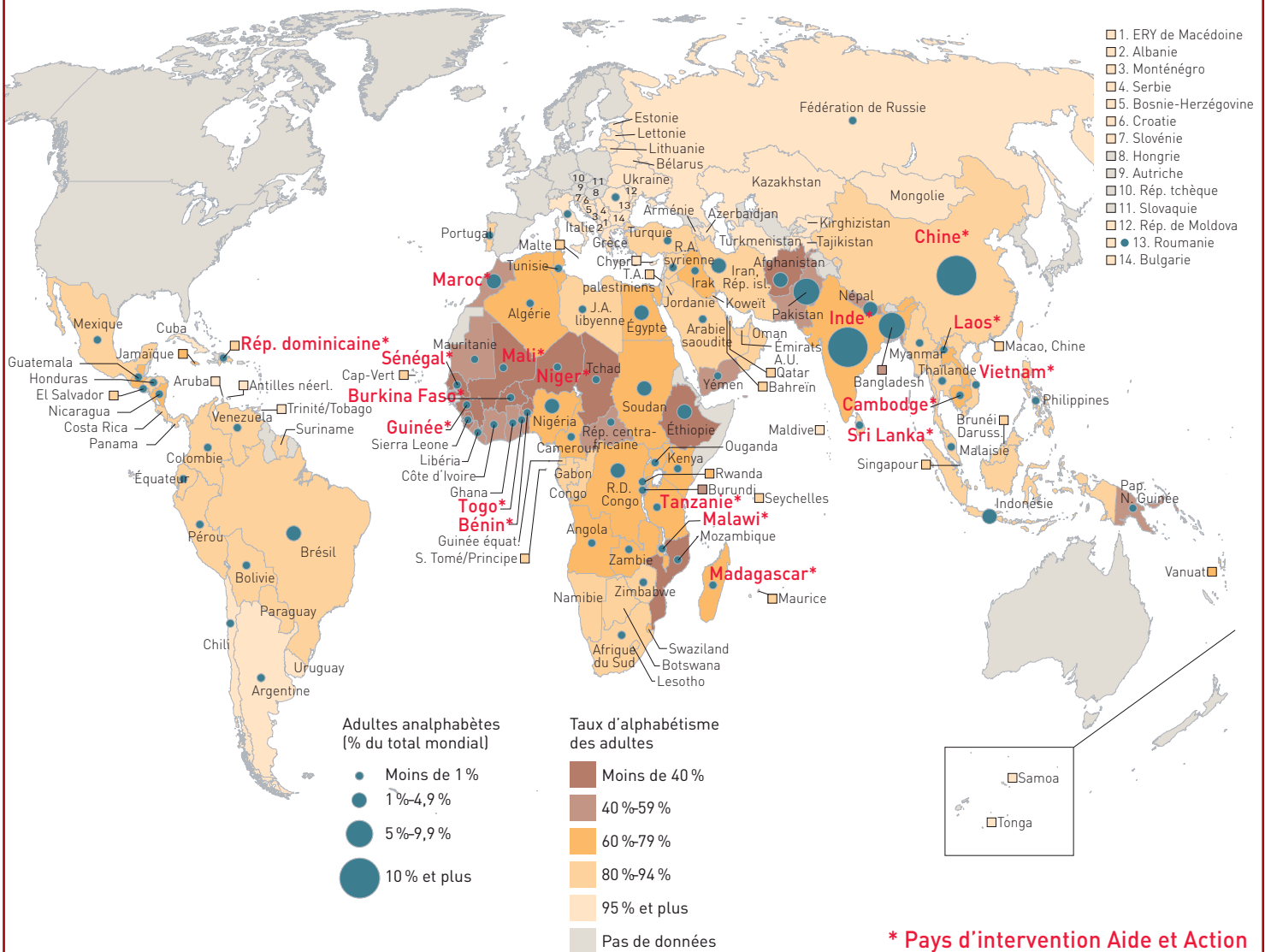
- Enseignement de l'écriture et de la lecture aux personnes analphabètes d'une population ou à des personnes ne connaissant pas un alphabet donné. (« Le Nouveau Robert de la langue française », édition 2007, p. 73).

Alphabétisme

- Ensemble de compétences qui permettent à une personne de lire et d'écrire, en le comprenant, un énoncé simple et bref se rapportant à sa vie quotidienne (« Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous », 2006, l'Unesco, p.167).

L'analphabétisme, un enjeu mondial

Alphabétisme des adultes et nombre d'analphabètes⁽¹⁾, 1995 -2004⁽²⁾



1. 15 ans et plus

2. Les données se rapportent à l'année disponible la plus récente de la période spécifiée.

Source : Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2008, Unesco.



Photo : J. Pudowski

Lire, compter, mesurer pour devenir couturière. De jeunes Africaines en formation professionnelle.

Clé de lecture

Illettré :

- Selon l'Unesco, un illettré est une jeune personne ou un adulte qui a appris à lire, écrire et calculer, mais qui n'utilise pas ces compétences.

Illettrisme :

- L'illettrisme qualifie la situation de personnes de plus de 16 ans qui, bien qu'ayant été scolarisées, ne parviennent pas à lire et comprendre un texte portant sur des situations de leur vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à écrire pour transmettre des informations simples. (Yves Guérin, l'auteur, est membre du Conseil scientifique et d'évaluation de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.)

... *présider des réunions au sein du groupement, mais je suis même sollicitée jusqu'à Dosso, chef-lieu de notre région, pour assister à des formations avec d'autres femmes.* »

Le changement n'est pas seulement financier

Comme l'alphabétisation améliore le développement personnel, elle favorise directement le développement socio-économique des auditeurs. C'est dans cette logique qu'Aide et Action a soutenu, dans le sud du Bénin, un programme conjoint d'alphabétisation et de formation professionnelle. Les femmes et les hommes qui y participent expriment leurs besoins aux professeurs qui adaptent en conséquence le programme d'alphabétisation à des formations techniques. Par exemple, un auditeur qui souhaite devenir couturier suivra des séances d'alphabétisation organisées autour de la lecture du mètre ruban ou du calcul des surfaces à tis-

ser. Il poursuivra ensuite une formation technique spécifique à l'activité choisie afin de pratiquer, exercer ses savoirs et maîtriser les outils de gestion liés à la couture.

Apprendre à lire, compter et écrire en s'adaptant aux attentes des apprenants est donc une autre clé de la réussite de ces formations, et pas seulement en Afrique. Ainsi, Abirami, future entrepreneure indienne, nous le prouve : *« Ma formation [en informatique] a changé ma vie. Le changement n'est pas seulement financier : j'ai pris confiance en moi, j'ai développé des compétences personnelles et aujourd'hui, je sais gérer un budget, investir, économiser. »* ■

(1) Lire l'intégralité du témoignage en pp. 12-13.

(2) Le portrait et le témoignage de Zhou Ji Yan sont disponibles dans le livre « Elle change le monde... », Un, Deux... Quatre éditions, 2008, pp. 28-29.

L'alphabétisation pour réussir sa migration et sortir de la pauvreté

Pour de nombreux candidats à la migration, l'alphabétisation est un outil clé vers la conquête d'un travail dans les grandes villes. Ces migrants, souvent saisonniers, reviennent dans leur région d'origine pour aider les plus jeunes à apprendre à lire et à écrire. Ils leur permettent ainsi de sortir de la pauvreté. Exemples en Chine.

Grâce aux cours d'alphabétisation, « mon patron n'essaie même plus de m'escroquer. Il sait que je peux lire la balance ». Yang Xiu Qin, ancienne auditrice d'une classe d'alphabétisation de la province de Guizhou, témoigne⁽¹⁾ de l'impact de ces cours sur sa vie quotidienne. Dans les provinces de Ningxia et Guizhou (centre de la Chine), des dizaines de femmes suivent des cours d'alphabétisation mis en place et financés par Aide et Action et ses partenaires locaux. Lorsqu'on les interroge, la plupart d'entre elles indiquent s'y être inscrites pour trouver un travail en dehors de leur village. Ces cours leur permettent de lire l'adresse de leur futur travail, leur feuille de salaire ou encore de calculer leurs revenus.

Préparer au mieux leur nouveau départ

Beaucoup de ces femmes sont allées travailler dans les usines de la côte est de la Chine. Avec la crise économique, certaines entreprises ont fermé et les femmes ont été contraintes de revenir dans leurs villages. Afin de préparer au mieux leur nouveau départ, elles sont retournées dans les classes d'alphabétisation où elles ont rencontré de nouvelles apprenantes. Ces dernières, au contact « des anciennes », ont pu se rendre compte des avantages d'être alphabétisées : volonté de s'émanciper vis-à-vis des hommes, gain de confiance en soi, indépendance financière, etc.

Autre exemple, celui de la minorité ethnique des Yi vivant dans la région du Sichuan. Le projet d'Aide et Action a permis de constater que l'analphabétisme était une des difficultés rencontrées par cette population rurale quand elle souhaitait migrer à la recherche d'un travail dans les grandes villes. Quelques cours, avec le soutien des autori-



Pour préparer leur migration vers les villes, ces femmes rurales chinoises participent aux séances d'alphabétisation de leur village.

tés chinoises, ont donc été dispensés afin de leur permettre d'apprendre les rudiments du mandarin.

Il existe un fossé entre le mandarin et la langue orale des Yi

Bien qu'épisodiques, ces cours se sont heurtés à plusieurs difficultés pratiques et à des spécificités locales. La langue Yi repose avant tout sur l'oral même si des journaux et des livres en yi existent. Autre obstacle, le mandarin qui est une langue idéographique quand le yi utilise des pictogrammes. Par ailleurs, « il existe un enjeu culturel entre les Yi et l'enseignant qui est souvent un Han. Le professeur n'est pas toujours conciliant à l'égard des Yi et ceux-ci ne le vivent pas très bien », remarque Amandine Monteil, coordinatrice de projet pour l'association Yangjuan, partenaire d'Aide et Action pour

le projet Chine. Autre écueil, les problèmes de concentration pour les Yi liés au fait que ceux-ci n'ont pas été ou pas pu aller à l'école pendant leur enfance parce qu'ils travaillaient aux champs. Pour être de qualité, les séances d'alphabétisation doivent tenir compte du contexte et de la culture des apprenants. Des adaptations ont donc été apportées à ces séances. Malheureusement, elles ont été stoppées par le tremblement de terre qui a eu lieu en mai 2008. Une fois la priorité de la reconstruction dépassée, Aide et Action et les autorités chinoises concentreront à nouveau leurs efforts sur la qualité des séances d'alphabétisation. ■

Pour plus d'infos sur nos projets d'alphabétisation en Chine : www.aide-et-action.org/chine.php

(1) Voir l'intégralité du témoignage en pp. 12-13.



Femmes :

s'alphabétiser pour s'émanciper

L'alphabétisation permet aux femmes de mieux comprendre la société, de faire des choix et ainsi d'être initiatrices de changements sociaux qui les concernent, aussi bien que les hommes. Les femmes ont aussi partout dans le monde un rôle déterminant dans les soins apportés aux enfants. L'alphabétisation leur permet donc d'avoir un meilleur accès à l'éducation et de défendre leurs droits en matière de santé et d'économie. Témoignages.

BENIN

“L'alphabétisation m'a permis de reprendre confiance en moi-même”

« Je m'appelle Léocadie Folly, je suis mère de 3 enfants et j'ai 47 ans. Orpheline, j'ai dû abandonner mon éducation en classe de quatrième. Les cours d'alphabétisation m'ont permis de reprendre confiance en moi. Cela m'a aidé à faire prospérer mes activités économiques. J'ai conçu moi-même des outils qui me permettent de mieux gérer mon petit commerce. J'ai été capable d'ouvrir un compte dans une banque locale de mon village. Récemment, j'ai bénéficié d'un crédit de 30 000 francs CFA⁽¹⁾ dans le cadre d'un programme de microcrédit. J'ai fini de le rembourser grâce à mon expérience en gestion et j'attends un plus gros prêt au début du mois prochain. (...)

Au sein de ma communauté, beaucoup de parents alphabétisés refusent d'envoyer leurs enfants vers les grandes villes du Bénin et des pays voisins car on dit que des enfants y sont maltraités.

L'alphabétisation a donc créé un changement dans nos têtes. » ■

(1) 30 000 francs CFA = environ 46 euros.



TOGO

3 questions à M^{me} Kpezou, apprenante dans le centre d'alphabétisation du village de Tchévenda.

Aide et Action : Pourquoi avez-vous décidé de suivre des cours d'alphabétisation ?

Mme Kpezou : Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école. J'ai donc voulu apprendre à lire, écrire et compter. Je me suis inscrite aux cours d'alphabétisation pour pouvoir écrire des lettres en langue locale, pouvoir lire les pancartes et ainsi m'orienter lorsque je voyage, ne pas me faire arnaquer au marché ou avec des clientes, savoir lire la bible en langue locale, apprendre de nouvelles choses qui vont m'aider dans l'éducation des enfants, etc. Vous voyez, il y a un tas de raisons.

AeA : Depuis plus d'un an, vous suivez des cours d'alphabétisation. Qu'est-ce que ça a changé pour vous ?

Mme K : Aujourd'hui, je peux lire et compter dans ma langue maternelle. Mon alphabétisation a une importance pour moi mais aussi pour l'ensemble des personnes de ma famille. Au sein de mon foyer, je veille désormais à une meilleure répartition des tâches entre mes filles et mon garçon. Je surveille l'équilibre alimentaire des repas et j'améliore les pratiques d'hygiène : hygiène corporelle et vestimentaire, protection de l'eau et entretien de la maison. Nous parlons souvent de ces sujets en cours d'alphabétisation.

AeA : Votre alphabétisation a-t-elle eu un impact sur la scolarisation de vos enfants ?

Mme K : Depuis ma participation aux cours, j'ai mieux compris l'importance de recevoir une éducation. Je vérifie chaque jour les cahiers de notes de mes enfants et j'assure



Photo : AeA Togo

le suivi de leur présence à l'école. De plus, comme je dois aussi régulièrement réviser mes leçons, c'est une motivation pour eux. Au lieu d'aller dormir ou s'amuser après le dîner, ils viennent à mes côtés pour étudier avec moi. ■



Photo: AEA Chine

CHINE

Aujourd'hui, mon patron n'essaie même plus de me tromper

Yang Xiu Qin (35 ans) est originaire de la province de Guizhou (sud-ouest de la Chine) et fait partie de la minorité She. Elle a participé à des séances d'alphabétisation organisées par Aide et Action et ses partenaires locaux. Elle nous raconte comment apprendre à lire et à écrire lui a permis de défendre ses droits.

« J'ai 7 frères et, dans ma famille, seuls les garçons vont à l'école. J'ai toujours regretté de ne pas avoir pu aller à l'école. Malgré cela, je m'en sortais jusqu'à ce que je migre pour aller chercher du travail. J'ai travaillé pendant 2 ans dans une usine de la province de Zhejiang (est de la Chine). C'était un travail très dur et je ne parlais pas le mandarin. Chaque jour, mon patron me faisait des reproches et je pleurais.

Puis, j'ai commencé à regarder la télévision en mandarin et à parler avec les

autres filles qui étaient arrivées plus tôt que moi dans l'usine. C'est comme ça que j'ai pu apprendre à parler le mandarin, mais je ne savais ni le lire ni l'écrire. Mon patron profitait de ce handicap. J'étais payé au poids de ce que je fabriquais. Mais comme je ne savais ni calculer ni lire la balance, il ne me payait pas ce qu'il me devait réellement. Par exemple, un jour j'ai fabriqué 1 kg de marchandises mais il n'en a comptabilisé que 500 g. Je l'ai appris après, ce sont les filles qui me l'ont dit.

Au printemps suivant, je suis revenue dans ma région et j'ai appris par d'autres femmes qu'il y avait des cours d'alphabétisation organisés dans mon village. J'y ai participé et à chaque fois que je reviens dans mon village (souvent en hiver et en été), je m'y inscris. Aujourd'hui, mon patron n'essaie même plus de me tromper. Il sait que je peux lire la balance ! ■

Alphabétiser les mères pour l'avenir des enfants

- Les mères alphabétisées ont des enfants mieux nourris et moins exposés aux risques de mortalité. En moyenne, pour une mère, une année supplémentaire d'éducation scolaire aboutit à la réduction de la mortalité infantile de près de 9 %⁽¹⁾.
- Les mères alphabétisées sont plus disposées à inscrire leurs enfants à l'école⁽²⁾.
- Les mères alphabétisées/lettrées se marient moins jeunes et font moins d'enfants. Avec une fertilité réduite, elles sont plus disponibles pour l'éducation de leurs enfants tout en les inscrivant à l'école. En Afrique, les femmes ayant bénéficié d'au moins sept années de scolarité se marient cinq ans plus tard que celles n'ayant pas reçu d'éducation scolaire⁽³⁾.
- Les mères alphabétisées ont des familles en meilleure santé. Elles accèdent aux services de santé plus souvent et les utilisent pour elles-mêmes et les membres de leurs familles. Une étude de l'Unesco réalisée à Bogota (Colombie) montre que les enfants dont la mère n'a pas suivi d'enseignement primaire ont 40 fois plus de risques de mourir que ceux dont la mère a suivi un enseignement secondaire.

(1) (3) D'après le Rapport de la Banque mondiale 1993

(2) D'après plusieurs études menées notamment par la Banque mondiale en 2003 et l'Unicef en 2004

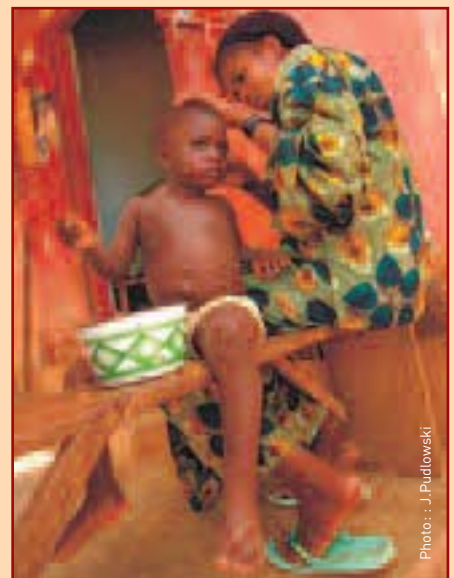


Photo : J. Pudowski

Les mères alphabétisées ont des enfants mieux nourris et mieux soignés.

Face à la tradition orale, quels défis pour l'alphabétisation ?

La tradition orale est un pilier de la culture africaine. Dans un monde globalisé, l'alphabétisation apparaît incontournable. Passer de l'oral à l'écrit devient alors un chemin semé d'embûches.

En Afrique, un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. » Cette célèbre phrase d'Amadou Ampathé Bâ (voir encadré) reflète l'importance de la culture orale en Afrique. Sur ce continent, la parole est un élément indissociable de la vie de groupe et de la cohésion sociale des communautés. Savoir bien parler, raconter et exposer sont des éléments fondamentaux de la société africaine. Aux plus hauts niveaux d'autorité, l'art du discours a toujours été entretenu et soutenu : les griots, sorte de troubadours officiels, avaient une fonction littéraire orale. Musiciens, louangeurs, danseurs, porte-parole, conseillers ou généalogistes, voire gardiens de mémoire et des traditions. Toutes leurs connaissances passent de génération en génération, de père en fils. Mais le passage d'une société de l'oral à une société de l'écrit n'est ni immédiat ni facile, car c'est tout un système de pensée, de références et de valeurs qui doit être adapté. Il y a pourtant un véritable consensus sur la nécessité de l'alphabétisation des adultes en Afrique. Aide et Action, dans ses projets d'alphabétisation, tient compte de cette dimension orale possible seulement dans la langue maternelle de l'apprenant.

Ainsi, au Mali, Justin Dao témoigne : « J'ai suivi mes cours d'alphabétisation au centre de



Des femmes africaines suivent un cours d'alphabétisation.

Missabougou. Les cours étaient en bamanan, ma langue maternelle. Grâce à ces cours, j'ai pu choisir entre suivre une formation professionnelle en électricité du bâtiment ou suivre une formation pour devenir à mon tour animateur de séances d'alphabétisation. J'ai pris cette seconde option. Cette formation était également en bamanan. Et maintenant, c'est moi qui donne les cours au centre de formation de Missabougou. »

Au Bénin, les cours d'alphabétisation s'appuient eux aussi sur les langues nationales officielles ⁽¹⁾. Cette manière de procéder évite désormais aux élèves de ressentir l'amertume décrite par Ousmane, Béninois, et vécue dans les années 1970 : « *Quand je suis arrivé à l'école [française], je savais déjà beaucoup de choses : je savais compter, soigner des animaux, j'avais énormément de connaissances, en langue haoussa. Mais l'instituteur n'a jamais tenu compte de tout cela, des savoirs*

que l'ensemble des élèves avait acquis au sein de leur famille, de leur environnement. Il nous a montré un signe [le chiffre 1], nous a dit comment le prononcer, et nous a fait répéter. Toute la classe ânonnait. L'instituteur ne se demandait pas si certains savaient compter. Il n'a jamais expliqué qu'il allait nous enseigner le français et d'autres matières dans cette même langue. Comment ne pas provoquer un rejet ou au moins une méfiance dans ces conditions ? » L'absence d'écriture ne rime donc pas avec absence d'éducation.

L'absence d'écriture n'est pas l'absence d'éducation

Par ailleurs, en Afrique, au sein des familles, tous les actes de la vie quotidienne sont l'occasion d'un apprentissage. Chaque adulte en profitera pour parler d'une expérience personnelle, d'une situation vécue par un membre de la famille ou un proche. C'est l'enfant qui est le récepteur direct de ces



Le passage d'une société de l'oral à une société de l'écrit remet en cause tout le système de pensée.

informations et le détenteur, à l'avenir, de la mémoire de « l'enseignant », puisqu'il n'y a pas de trace écrite.

En effet, dans une société basée sur l'oralité, la descendance a donc une place primordiale : ce sont les enfants – futurs adultes - qui assurent le passage du savoir et des connaissances d'une génération à l'autre. Ainsi, dans de nombreuses communautés, la définition du pauvre correspond à « quelqu'un qui n'a pas d'enfants ». L'enfant est un don de Dieu, il perpétue l'espèce et transmet les savoirs. Son intégration est essentielle.

Or, au moment du passage d'une société de l'oral à une société de l'écrit, il peut se créer une rupture entre les générations : les enfants utilisent des codes que leurs parents ne connaissent pas. Face à cet enjeu, l'alphabétisation des adultes permet de renouer le lien avec les enfants. Une action qui facilite aussi la prise de conscience de l'utilité d'envoyer les enfants à l'école.

Enfin, il faut souligner la difficulté de créer un environnement lettré. Il est en effet délicat d'engager le processus d'alphabétisation quand c'est toute la société qui est basée sur une tradition orale. Souvent, les livres ne sont pas une denrée très courante. Quand ils existent, leur prix les rend difficilement accessibles dans un contexte où les familles pensent d'abord à se nourrir. Afin de promouvoir un environnement lettré, la meilleure solution consiste donc à développer sur place les infrastructures du secteur du livre et de la chaîne du livre, de l'écrivain à l'imprimeur. Et permettre au développement d'avoir lieu, sur tous les plans : lecture, écriture, calcul... et bien plus encore ! ■

[1] Parmi les plus connues, on trouve le fon et le yoruba au sud, le dendi et le baatonou au nord.



En Afrique, savoir bien parler est un élément fondamental qui garantit la cohésion sociale.

Amadou Ampâthé Bâ, de l'oral à l'écrit

Ampâthé Bâ (1900-1991) est né au Mali dans une famille peule (nomades d'Afrique de l'Ouest) très influente. Il reçoit une formation scolaire française et une éducation religieuse traditionnelle, avant de travailler pour l'administration française. Il entre à l'Institut

français d'Afrique noire, puis prend de plus en plus de responsabilités dans différents organismes, dont l'Unesco où il devient membre du conseil exécutif. Toute



sa vie, il fera en sorte de transmettre les richesses de sa culture, de tradition orale, à travers l'écriture (romans, contes, ouvrages historiques ou sociologiques et une autobiographie publiée après sa mort en deux parties : **Amkoullel, l'enfant peul**^[1] et **Oui mon commandant**^[2]). Dans ces deux ouvrages, il donne une vision éclairante de la société dans laquelle il est né, et de ses relations avec la France coloniale du XX^e siècle.

[1] « Amkoullel, l'enfant peul », paru aux éditions J'ai Lu, 2000.

[2] « Oui mon commandant », paru aux éditions J'ai Lu, 2001.

Politiques publiques, méthodes d'alphabétisation : paroles d'expert

Le 4^e objectif de « l'Education pour tous⁽¹⁾ » vise à « améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, notamment des femmes, d'ici à 2015 [...] ». Or, en 2008, 774 millions d'adultes sont encore analphabètes. Le défi est de taille. Y arriverons-nous ? Amadou Wade Diagne propose des pistes.



Photo : A. Wade Diagne

Amadou Wade Diagne,
coordinateur éducation non
formelle pour l'Association
pour le développement de
l'éducation en Afrique (ADEA).

Les efforts des pays concernant les politiques d'alphabétisation des adultes sont-ils suffisants en vue de la réalisation de cet objectif ?

Assurément non, si l'on considère le nombre d'analphabètes. Si les pays ne font pas d'efforts, non seulement les objectifs de réduction du nombre d'analphabètes ne seront pas atteints, mais cela se fera au détriment des femmes dont le taux d'analphabétisme va augmenter d'un point ou, au mieux, stagner.

Que peuvent faire ces pays pour intensifier et améliorer les politiques ?

Quatre choses au moins me semblent déterminantes :

- Les politiques de développement des pays concernés doivent intégrer l'alphabétisation pour lui donner plus de visibilité, de crédibilité et de soutien.
- Autre élément fondamental : parents, enfants, professeurs, pouvoirs publics doivent être associés et partager les responsabilités.
- Chacun de ces acteurs doit être évalué.

• Enfin, les pays doivent construire un mécanisme de financement adapté et pérenne qui implique la participation de l'Etat, du secteur privé, des associations, etc. Le Burkina Faso est un bon exemple puisqu'il a créé un Fonds d'appui à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle (FONAENF). Ce fonds permet aux financements privés d'investir, favorise l'équité entre les acteurs et la transparence des actions menées sur le terrain. De plus, ce fonds est techniquement aidé par le ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation et subventionné par le ministère de l'Economie et des Finances.

Quelles sont les garanties d'une alphabétisation de qualité ?

Il faut d'abord s'assurer que les program-

mes offerts s'appuient sur les besoins réels des élèves et non pas livrer des programmes standardisés qui ne seront ni adaptés ni attractifs.

La qualité des programmes dépend aussi grandement des qualifications professionnelles et de la motivation des formateurs qui animent les activités d'alphabétisation.

Enfin, l'élève, en dehors des cours, doit avoir accès à des livres et doit discuter avec des personnes alphabétisées. C'est pour cela que les activités de post-alphabétisation sont indispensables pour maintenir et développer les acquis des élèves.

Qu'il sache ou non lire, écrire et compter, un individu possède des connaissances. Existe-t-il des méthodes d'alphabétisation



Photo : Aea Mali

La qualité des séances d'alphabétisation dépend, entre autres, de la formation et de la motivation des enseignants. Une séance au Mali.

(1) Voir encadré p. 17.



Photo : AeA. S. Bernard Srinivasan

Lors d'une séance REFLECT, en Inde, des habitants dessinent sur le sol le plan de leur village pour connaître, par exemple, le nombre d'enfants qui ne vont pas à l'école.

qui mettent les savoirs des individus au centre de leur apprentissage?

La méthode REFLECT est un bon exemple puisqu'elle permet aux élèves de développer de nouvelles connaissances en s'appuyant sur leurs savoirs locaux.

Lors des séances, les élèves commencent par identifier les « problèmes » qu'ils ont en commun : combien y a-t-il de membres dans notre communauté ? Combien d'enfants ne vont pas à l'école ? Etc. Les participants élaborent ensuite la carte de leur village sur le sol. Pour y arriver, ils créent leur propre matériel péda-

gogique en prenant, par exemple, des pierres pour identifier les maisons, des graines pour le nombre de personnes dans chaque famille... Après de nombreuses discussions sur la « construction » de leur maquette au sol, ils la transfèrent sur papier.

Les mots clés qui ressortent du graphique vont alors être utilisés pour les initier à l'écriture puis à la lecture. Dans le cadre de cette méthode, l'animateur ne dicte pas de leçons mais se base uniquement sur les richesses des individus. ■

(1) Source : Rapport mondial de l'éducation 2008.

L'Education pour tous, un engagement des Etats

En 1990, des représentants de 155 pays et de 150 organisations se sont engagés à garantir l'Education pour tous pour l'an 2000 à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'Education réunie à Jomtien (Thaïlande). Leur objectif était que toute personne – enfant, jeune ou adulte – « *bénéficie d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux.* » La décennie de l'Education pour tous a connu son apogée lors du **Forum mondial sur l'éducation de Dakar** (Sénégal), tenu en avril 2000, où fut adopté le **Cadre d'action de Dakar** « *l'Education pour tous : tenir nos engagements collectifs* ». Ce document engage les Etats à réaliser les objectifs d'une éducation de base de qualité pour tous d'ici à l'an 2015. Il insiste en particulier sur la scolarisation des filles et présente la promesse de pays et d'organismes donateurs « *qu'aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources.* »

Parrainez le projet "alphabétisation des parents et de jeunes pour la scolarisation des enfants" au Mali

Extrait de la lettre du maire de la commune de Sio (région de Mopti au Mali) à des parrains du projet

« *Le partenariat entre Aide et Action et la commune de Sio (ndlr : Région de Mopti – Mali) a commencé à partir de juillet 2008 (...). C'est ainsi qu'il a été ouvert un centre d'alphabétisation dans 7 de nos villages (...).*

Dans ces villages, le taux d'illettrisme atteint les 75 % de la population (...) et malgré beaucoup d'effort de sensibilisation, plusieurs enfants ne vont pas à l'école. Nous pensons que la faute incombe aux parents qui préfèrent les utiliser dans des travaux : les filles dans le ménage et les garçons dans les champs et la surveillance des animaux. En apprenant à lire et à écrire, les parents se rendront compte par eux-mêmes des avantages d'un environnement lettré et, par conséquent, seront plus enthousiastes à accompagner la scolarisation de leur enfant. C'est pourquoi, le projet a été accueilli avec beaucoup d'intérêt par le conseil communal et les leaders de la commune (...). »

■ Pour parrainer ce projet, appeler au 01 55 25 70 00



Photo : AeA Mali

Dans les centres d'alphabétisation de la commune de Sio, on dénombre 25 à 30 auditeurs avec au moins 50% de femmes.



bilan annuel 2008

2008 restera marquée par l'éclatement d'une crise financière internationale qui fragilise nos pays tant dans notre mission éducative que dans notre mission de mobilisation de ressources financières. En ce qui concerne nos ressources financières, nous mesurons pleinement la pertinence de notre choix en 2007 d'investir plus fortement que les années passées sur le recrutement de nouveaux parrains. Cela a permis à l'association, en 2008,

de maintenir une croissance de ses ressources en Europe. Au cours de l'année 2008, nous retrouvons des niveaux de recrutement similaires aux années antérieures. Ces recrutements ne compensent pas les départs de certains de nos parrains.

Par ailleurs, l'engagement de toutes les régions dans cet effort de collecte, notamment au travers des financements institutionnels, a également fortement contribué à développer notre mission sociale dans nos différents pays d'intervention.

Plus que jamais nous devons poursuivre nos efforts de diversification de nos ressources tant par l'innovation dans nos modes de collecte que par la recherche de nouveaux territoires de mobilisation.

Enfin, il faut se féliciter des innovations conduites dans toutes nos régions pour développer des projets éducatifs de qualité qui portent nos thématiques aux quatre coins du monde et qui permettent chaque jour un peu plus de faire du droit à l'éducation de qualité une réalité pour toutes et tous.

Je vous invite à prendre connaissance dans ce dossier des principaux chiffres et activités et vous donne rendez-vous sur notre site web (www.aide-et-action.org) pour plus d'informations.

Jacques Lemaréchal



Emploi des ressources

Malgré un environnement économique et financier difficile, l'association maintient en 2008 ses activités, en particulier en ce qui concerne sa mission sociale, et cela grâce à une collecte en progression de 16%. Notre expérience sur le terrain, la rigueur de notre gestion ainsi que les investissements supplémentaires en recherche de fonds nous permettent de convaincre un nombre toujours plus large de partenaires financiers, s'engageant auprès de l'association pour la mise en œuvre de ses projets.

Le résultat lié aux activités présente un excédent d'environ 110 k€, légèrement supérieur au budget initial (-136 k€), le résultat comptable négatif (-711 k€) étant quant à lui grevé par un certain nombre de provisions liées à la nature incertaine des marchés financiers.

RATIOS D'EMPLOIS

Afin de refléter fidèlement l'affectation des dépenses effectuées, les ratios sont calculés sur la base du total des fonds utilisés (hors fonds dédiés et provisions), conformément à l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement du CRC sur le compte d'emploi des ressources (CER).

MONTANT EN MILLIERS D'EUROS	2008		2007	
Missions sociales	19 229	78,2%	19 554	81,5%
Frais d'appel à la générosité du public	3 272	13,3%	2 493	10,4%
Frais d'information et de communication	659	2,7%	566	2,4%
Frais de gestion	1 430	5,8%	1 392	5,8%
TOTAL EMPLOIS	24 590	100%	24 005	100%

■ MISSIONS SOCIALES

La part des emplois de l'exercice consacrée aux missions sociales passe de 81,5% en 2007 à 78,2% en 2008. Cette baisse s'explique par l'investissement que l'association effectue sur la collecte afin de garantir le développement de ses missions sociales dans les années à venir. En valeur absolue, on observe également une légère baisse des emplois liés à la mission sociale (-2%).

■ FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

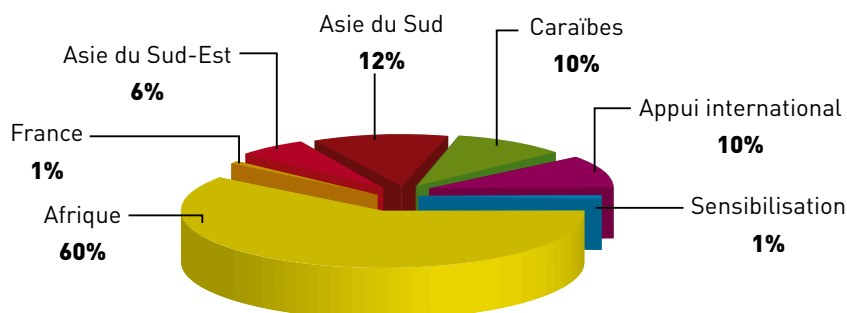
La part des emplois consacrée à la collecte passe de 10,4% en 2007 à 13,3% en 2008 reflétant la décision de l'association de soutenir ses efforts dans la recherche de fonds. Le contexte économique difficile oblige à maintenir les efforts dans ce sens et à trouver de nouvelles sources et origines de financement.

■ FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La part des emplois consacrée à l'information et à la communication reste à un niveau modeste, même si on note une légère augmentation, passant de 2,4% en 2007 à 2,7% en charges engagées sur 2008.

■ FRAIS DE GESTION

La part des emplois consacrée à la gestion reste stable (5,8%). Cette part, demeurant modérée, traduit la volonté de l'association de maîtriser ses frais de structure, en préservant la qualité des missions sociales qu'elle mène à travers le monde.



Missions sociales 2008

Missions sociales

Afrique

FOCUS PROJET :

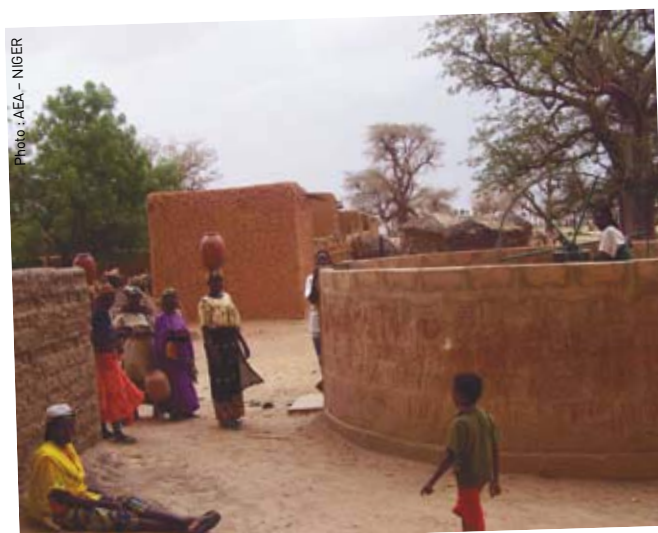
AMELIORATION DES CONDITIONS D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT POUR LES ELEVES DANS 15 VILLAGES ET 15 ECOLES AU NIGER

- Date de démarrage : 2008
- Durée prévue : 2 ans
- Coût du projet : 176 322 euros
- Lieux d'intervention : Commune urbaine de Gouré (Niger)

Gouré fait partie des 5 départements que compte la région de Zinder. Il est situé à 150 km à l'est du chef-lieu de région, et regroupe 7 communes rurales, dont celle de Gouré qui compte 77 écoles fréquentées par 4 987 élèves (2 344 filles et 2 643 garçons). La commune couvre une superficie de 4 274 km² avec une population estimée à 488 258 habitants.

L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en agissant durablement sur les comportements, notamment en matière d'hygiène et d'assainissement du cadre de vie. Le projet intervient dans 15 écoles et 15 villages de la commune auprès de :

- 972 élèves (457 filles et 515 garçons) âgés de 6 à 14 ans, de 15 écoles primaires de la commune ;
- 60 enseignants, dont 40 femmes ;



Un des puits construits au Niger.

- 30 mères formées à la fabrication de savon traditionnel ;
- 15 maçons villageois ;
- 60 personnes relais de promotion d'hygiène et d'assainissement (dont 30 hommes et 30 femmes) ;
- 150 familles des 15 écoles.

De plus, le projet permettra de toucher, de manière indirecte, 8 000 personnes supplémentaires. Les familles qui ne sont pas directement concernées par l'installation de sanitaires à leur domicile seront formées et sensibilisées à un changement de comportement, d'attitude et de pratiques.

Objectifs

- Acquisition des pratiques d'hygiène et de prévention des maladies. Grâce à l'installation de sanitaires dans les écoles, le taux d'apparition des maladies liées à l'eau et aux mauvaises conditions d'hygiène est en diminution dans les 15 établissements concernés. Même constat dans les villages où les toilettes familiales ont été récemment installées. Elles sont bien utilisées et régulièrement entretenues. Par ailleurs, les maçons et les agents communautaires continuent de promouvoir la construction et l'utilisation de sanitaires.
- Amélioration de la qualité de l'éducation. Les indicateurs liés à la qualité de l'éducation se sont améliorés dans les écoles concernées, avec un meilleur taux de scolarisation et une progression du taux de réussite au certificat de fin d'étude du premier degré (CFEPD).

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

■ Pays d'intervention :

- 10 (Bénin, Burkina, Niger, Togo, Guinée, Mali, Sénégal, Tanzanie, Madagascar et Maroc)

■ Nombre de salariés : 293

■ Nombre de projets : 48

■ Thématiques abordées :

- Accès et Qualité de l'éducation (23 projets)
- Education des filles et des femmes (5 projets)
- Urgence et post-urgence (2 projets)
- Education à la Santé (7 projets)
- Education à la Vie (3 projets)
- Education Inclusive (4 projets)
- Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale (3 projets)
- Migration (1 projet)

■ Nombre d'écoles et de personnes concernées

(enfants et adultes) : + de 2 millions d'enfants ; plus de 10 000 écoles

■ Nombre de parrainages : 26 203

■ **Financements institutionnels** : ministère des Affaires étrangères (MAE, France) ; Agence danoise d'assistance au développement (DANIDA), Unicef, Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France (SCAC), Agence française de développement (AFD), Canton de Genève (Suisse)

Amérique latine

FOCUS PROJET :

OBSERVATOIRE D'EDUCATION INCLUSIVE ET MULTICULTURELLE

- **Date de démarrage** : 2006
- **Durée prévue** : 4 ans
- **Coût du projet** : 158 607 euros
- **Lieu d'intervention** : République dominicaine

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

■ Nombre de pays d'intervention :

2 (Haïti et République dominicaine)

■ Nombre de salariés : 27

■ Nombre de projets : 9

■ Thématiques abordées :

- Accès et Qualité de l'éducation (2 projets)
- Petite enfance (2 projets)
- Education Inclusive (2 projets)
- Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale (1 projet)
- Migration (1 projet)
- Urgence et post-urgence (1 projet)

■ Nombre d'écoles concernées : 72

■ **+ de 25 000 personnes concernées** (dont 16 760 enfants)

■ Nombre de parrainages (PP) : 4 426

■ Financements institutionnels :

Union européenne

Plus d'un million de Dominicains (soit 1/8^e de la population totale) n'ont pas d'acte de naissance et donc aucune identité légale. Sans ce document, un enfant ne peut être inscrit à l'école. Avec respectivement 23,5% et 16,4% d'enfants de moins de 16 ans dépourvus d'actes de naissance, les régions Valle et Enriquillo (au sud-ouest) sont les plus touchées.

Dans un premier temps, le projet prévoit d'identifier les enfants concernés et les obstacles qui les empêchent d'accéder à l'éducation. Des actions sont menées auprès des parents pour les former sur la procédure d'enregistrement des naissances. Parallèlement, une action est mise en place pour que l'Etat révisé la loi sur la fonction d'enregistrement.

Par ailleurs, d'autres actions doivent renforcer les réseaux de la société civile travaillant sur les thèmes liés à l'accès et à la qualité de l'éducation (violence, exploitation sexuelle, etc.).

Enfin, Aide et Action élabore des outils pour contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles : publication d'un guide pédagogique sur l'éducation multiculturelle pour les enseignants des écoles des zones frontalières avec Haïti.

A la fin de l'année 2008, on comptait :

- 11 340 naissances enregistrées
- 3 guides d'éducation inclusive et multiculturelle distribués aux enseignants et aux élèves des écoles
- 6 écoles pilotes du projet

Objectifs

- Améliorer l'enregistrement des naissances
- Favoriser l'organisation, par les acteurs locaux, de journées de sensibilisation des parents aux procédures de déclaration de naissance de leurs enfants
- Parvenir à réduire les redoublements et les abandons scolaires pour les élèves issus de populations socialement défavorisées
- Participer à l'adaptation des programmes scolaires par l'intégration d'une approche multiculturelle prenant en compte les problèmes des populations en situation d'exclusion



Un exemplaire du guide donné aux parents dominicains.

Photo: AEA - A. CASSIOT

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 2 (Inde et Sri Lanka)
- **Nombre de salariés :** 541
- **Nombre de projets :** 30
- **Thématiques abordées :**
 - Accès et Qualité de l'éducation (16 projets)
 - Education Inclusive (2 projets)
 - Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale (1 projet)
 - Education à la Vie (5 projets)
 - Education à la Santé (2 projets)
 - Migration (1 projet)
 - Urgence et post-urgence (1 projet)
 - Education des filles et des femmes (2 projets)
- **Nombre d'écoles concernées :** 1 267
- **Nombre de personnes concernées :** 409 480 (dont 112 775 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP) :** 6 000
- **Financements institutionnels :** Programme des Nations unies pour le développement, Commission européenne.



Un centre Ilead qui offre des formations à la couture.

Objectifs

- Adapter le système de formation professionnelle de l'Etat aux besoins du marché. L'Etat d'Andhra Pradesh compte plus de deux millions de chercheurs d'emploi, dont la moitié environ ne dispose d'aucune compétence professionnelle.
- Mettre en adéquation la formation des jeunes avec les besoins des employeurs pour lutter contre le chômage, insérer des jeunes en situation de marginalisation et répondre rapidement à la demande de l'industrie des services. Celle-ci s'est fortement développée ces dernières années et propose aujourd'hui de nombreux emplois pour les jeunes diplômés de l'Etat.

La première étape du projet consiste à définir et à mettre en place une politique claire et adaptée proposant des modèles reproductibles. Les instituts de formation qui accueillent les jeunes doivent changer radicalement pour améliorer leurs capacités d'accueil, réformer leurs programmes, améliorer le niveau des formateurs et élaborer des stratégies pour former en priorité les jeunes issus des milieux les plus défavorisés.

Asie du Sud

FOCUS PROJET : REFORME DU SYSTEME DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES JEUNES ISSUS DE MILIEUX DEFAVORISES

- **Date de démarrage :** 2008
- **Durée prévue :** 4 ans
- **Coût du projet :** 1 178 000 euros
- **Lieux d'intervention :** Etat d'Andhra Pradesh (Inde)

Le projet, élaboré en collaboration avec la Commission européenne, est mis en place dans l'ensemble des instituts de formation gérés par le gouvernement dans les 23 districts de l'Etat d'Andhra Pradesh.

Personnes concernées :

- 24 840 jeunes sans emploi ;
- 1 740 enseignants des instituts de formation ;
- 300 fonctionnaires ;
- 11 740 membres de comités de développement de la formation professionnelle ;
- 23 associations d'anciens élèves ;
- une alliance nationale d'ONG et d'instituts de formation professionnelle.

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 5 (Laos, Cambodge, Chine, Vietnam et observatoire au Myanmar)
- **Nombre de salariés :** 32
- **Nombre de projets :** 22
- **Thématiques abordées :**
 - Accès et Qualité de l'éducation (8 projets)
 - Petite enfance (6 projets)
 - Education Inclusive (3 projets)
 - Urgence et post-urgence (1 projet)
 - Education des filles et des femmes (2 projets)
 - Education à la Santé (1 projet)
 - Migration (1 projet)
- **Nombre d'écoles concernées :** 191
- **Nombre de personnes concernées :** 106 287 (dont 39 853 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP) :** 3349
- **Financements institutionnels :** Commission européenne, Agence française de développement

Asie du Sud-Est

FOCUS PROJET : RECHERCHE SUR LA QUALITE DE L'EDUCATION

- **Date de démarrage :** 2007
- **Durée prévue :** 3 ans
- **Coût du projet :** 39 354 euros
- **Lieux d'intervention :** Kompong Chhnang, Siemreap, Svay Rieng, Oudong (Cambodge). Khan Hoa, Ho Chi Min City, An Giang, Ca Mau, Soc Trang (Vietnam).

Mené en partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD - France), l'Institut national de sciences de l'éducation (NIESAC - Vietnam), l'Institut de sociologie et l'Institut pour la recherche économique, le projet de recherche sur la qualité de l'éducation constitue une étape importante du renforcement de l'expertise d'Aide et Action en Asie du Sud-Est. Les données qualitatives disponibles sur le sujet sont peu nombreuses. Seuls



Photo : AEA - C. ODDOS

Un centre de la petite enfance au Vietnam pour améliorer la qualité de l'éducation.

quelques indicateurs quantitatifs sont aujourd'hui fournis par les autorités de la région. On constate cependant de larges faiblesses en matière de qualité de l'éducation : résultats médiocres, taux élevés de redoublements et d'abandons scolaires.

En 2008, la recherche a été menée dans 11 écoles et des entretiens ont été réalisés auprès de 50 enfants et 186 adultes. Une méthodologie pilote a été élaborée au cours de l'année avec les équipes des deux pays afin d'analyser les impacts qualitatifs de ce projet. Une présentation des conclusions de la recherche a eu lieu au Vietnam, en septembre, et ont été favorablement accueillies par les autorités.

Objectifs

- Influencer sur la qualité de l'éducation grâce à l'établissement d'un constat précis de la situation actuelle.
- Sensibiliser les enseignants, les élèves, les parents et tous les acteurs de la chaîne éducative au concept de qualité de l'éducation.
- Influencer sur la politique éducative mise en place par les Etats

Des perspectives d'extension au Laos sont envisagées en 2009. Finalement, ce projet de recherche illustre bien la volonté d'Aide et Action de développer des projets à dimension régionale afin de valoriser son expertise éducative et d'influencer sur les politiques nationales pour la mise en place d'une éducation de meilleure qualité.

Europe

FOCUS PROJET : RHONE FLEUVE SOLIDAIRE

- **Date de démarrage** : mars 2008
- **Durée prévue** : 5 mois
- **Coût du projet** : 17 000 euros
- **Lieu d'intervention** : France

Avec plus de 7 000 parrains et 75 bénévoles, la région Rhône-Alpes est l'une des régions françaises les plus dynamiques et les plus engagées aux côtés d'Aide et Action. Les équipes locales bénévoles ont décidé de se réunir pour mettre en place un projet à dimension régionale : le projet « Rhône Fleuve Solidaire ».

Ce projet part du principe que le Rhône est un fort élément constitutif de la région Rhône-Alpes : le fleuve traverse en effet tous les départements, a donné son nom à l'un d'entre eux, figure dans celui de la région et contribue aux efforts de sensibilisation à la question de l'eau, de sa gestion et de sa préciosité. L'eau et les fleuves constituent souvent des éléments déterminants de la vie sociale et des systèmes éducatifs des pays d'intervention d'Aide et Action. Deux projets dans ce domaine sont actuellement menés en République dominicaine et au Niger.

Le projet a été articulé en deux temps

- Grâce au soutien d'Unis Cités, huit jeunes volontaires ont rejoint les équipes bénévoles d'Aide et Action pour animer, de mars à mai, des séances de sensibilisation dans 16 établissements scolaires et 45 classes de la région. A l'occasion de ces séances, les élèves ont aussi pu matérialiser et transmettre leur engagement en réalisant des gouttes de solidarité qui, mises les unes au bout des autres, ont constitué un grand fleuve de solidarité, exposé au cours des événements grand public.
- 7 événements grand public ont été organisés sur les bords du Rhône entre mai et juillet. A l'occasion du lancement de l'opération, à Lyon, notre marraine Raphaëlla Le Gouvello a partagé son engagement pour une éducation de qualité et son expérience de navigatrice soucieuse du respect de l'environnement.

Objectifs

- Mobiliser les riverains du Rhône et susciter des actions de solidarité avec la République dominicaine et le Niger, deux pays qui partagent la volonté de développer une éducation à l'environnement soucieuse de la gestion de l'eau.

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention** : 2
(France et Suisse)
- **Nombre de salariés** : 68
- **Nombre de projets** : 2
- **Thématique abordée** :
 - Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale
- **Nombre d'écoles et de personnes concernées**
(enfants et adultes) : 17 195 personnes
- (Pas de parrainage)
- **Financements institutionnels** : Ministère des Affaires étrangères (25 000 euros)



Photo : AEA

Une partie des bénévoles du projet Rhône Fleuve Solidaire

Origine des ressources

L'association marque une augmentation substantielle de ses ressources sur l'année 2008 (+ 15,8% par rapport à 2007) grâce aux efforts soutenus auprès du grand public mais aussi au développement des financements institutionnels.

COLLECTE AUPRES DU GRAND PUBLIC

En Europe

Le parrainage reste au cœur de la stratégie de mobilisation du grand public en s'appuyant notamment sur la collecte de rue. Dans un contexte économique difficile pour nos parrains, les ressources liées à la générosité du public progressent d'environ 4% grâce, notamment, à l'investissement de collecte effectué en France en 2007 et aux recrutements de donateurs réguliers en Suisse.

C'est également une année de poursuite des innovations, avec le lancement de « Mon Défi pour l'éducation », opération de sensibilisation des jeunes et des scolaires. En 2008, avec 168 kits diffusés, dont 71 en dehors du réseau bénévole, plus de 9 000 jeunes ont été ainsi mobilisés pour un montant collecté de 35 000 €.

Autres expériences dans le monde

Dans la région Asie du Sud-Est, les autorisations de collecte ont été obtenues à Hong Kong en juillet 2008 et une responsable de la collecte en Asie du Sud-Est a été recrutée.

COLLECTE DE GRANDS DONS (PARTICULIERS, ENTREPRISES ET FONDATIONS)

2008 a vu la création de la filière « grands dons », cette nouvelle organisation visant à créer une dynamique de collecte entre les différentes régions d'intervention de l'association.

En Europe

Pour les entreprises, un important travail de suivi de la relation a permis la fidélisation de 23 partenaires. La prospection a, quant à elle, permis de conclure 14 nouveaux partenariats.

Autres expériences dans le monde

En Inde, plusieurs entreprises ont soutenu le programme ILead de formation professionnelle des jeunes, soit par une subvention directe, soit en offrant des emplois aux jeunes diplômés.

FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

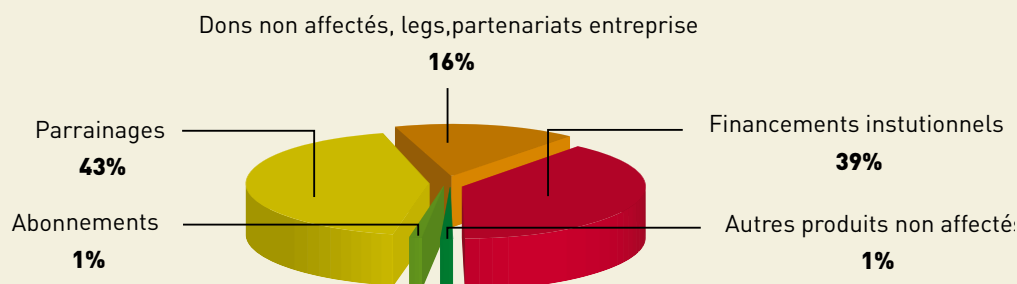
L'effort de toutes les régions a permis d'augmenter sensiblement les ressources institutionnelles. Leur part représente 39% des ressources totales de l'association, contre 30% l'année précédente, grâce à l'engagement d'un nombre accru de nouveaux partenaires.

Au total, les ressources de l'association (hors ressources affectées et non encore utilisées) progressent de 15,8%, passant de 24 359 K€ en 2007 à 28 197 K€ en 2008.

Celles issues de la générosité du public (parrainage et autres dons privés) progressent légèrement (16 083 K€ contre 15 462 K€ en 2007). Elles représentent 57% des ressources de l'association, contre 63,5% en 2007.

Les partenariats d'entreprises sont en légère baisse, ils passent de 720 K€ en 2007 à 635 K€ en 2008. Ils représentent 2,3% des ressources contre 3% en 2007.

Les financements institutionnels ont connu une forte progression en 2008, s'élevant à 10 918 K€ contre 7 252 K€ en 2007, ce qui représente 38,7% des ressources (29,8% en 2007).



Origine des ressources 2008

¹⁵¹ Ministère des Affaires étrangères (MAE), Agence française de développement (AFD), Agence danoise d'assistance au développement (Danida), Agence canadienne de développement international (ACDI), Banque mondiale (BM).

Compte d'emploi des ressources AEA 2008

En milliers d'euros

EMPLOIS	2008	2007	RESSOURCES	2008	2007
I - EMPLOIS DE L'EXERCICE			I - RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- MISSIONS SOCIALES	19 229	19 554	1- PRODUITS ISSUS DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	16 083	15 462
1.1. Réalisées en France	300	291	1.1. Collectés en France	15 679	15 462
Formation au dvpt du réseau bénévoles	18	41	■ Dons manuels collectés en France	15 431	15 191
Projets en France	153	82	Parrainages	11 943	11 711
Information et sensibilisation du public	129	168	Parrainages tsunami	66	168
1.2. Réalisées à l'étranger	18 929	19 262	Autres dons	3 422	3 258
■ Asie du Sud dont :	2 390	1 796	Autres dons tsunami	0	54
Direction Asie du Sud	919	631	■ Legs et autres libéralités encaissés en France	221	259
Inde	881	779	■ Appels d'aide d'urgence	26	12
Urgence tsunami	589	385	1.2. Collectés à l'étranger	404	0
■ Afrique dont :	11 555	12 950	2- AUTRES FONDS PRIVES	635	720
Direction Afrique	899	937	■ Partenariats d'entreprises	635	700
Niger	1 356	1 924	■ Partenariats d'entreprises tsunami	0	20
Rwanda	0	14	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	10 918	7 252
Togo	1 630	999	Ministère des Affaires étrangères français	263	836
Sénégal	1 086	953	Union européenne	2 103	1 080
Guinée	1 949	4 670	Autres bailleurs de fonds institutionnels	8 173	4 632
Bénin	925	768	Autres bailleurs de fonds institutionnels Tsunami	379	704
Burkina	1 437	738	4- AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	232	237
Tanzanie	439	326	Dont cotisations	2	2
Malawi	0	97	Dont produits commerciaux (vente des produits commerciaux)	38	39
Madagascar	869	988	Dont produits accessoires	25	24
Mali	965	535	Dont abonnements	167	172
■ Caraïbes dont :	1 981	1 728	5- AUTRES PRODUITS	328	688
Direction Caraïbes	533	466	Dont produits exceptionnels	76	125
Haïti	838	798	Dont produits financiers	251	384
République dominicaine	611	464	Dont gains de change	0	150
■ Asie du Sud-Est dont :	1 149	1 164	Dont reprises de provisions	2	29
Direction Asie du Sud-Est	178	136			
Programmes Cambodge, Vietnam, Laos	971	1 027			
■ Charges d'appui international	1 854	1 625			
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	3 272	2 493			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	2 878	0			
Dont Frais de traitement des dons	421	368			
Dont Frais de traitement des dons tsunami	2	0			
Dont Frais de collecte des dons	2 439	2 125			
Dont Frais de collecte des dons tsunami	15	0			
2.2. Autre Frais de recherche de fonds	394	0			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES	2 089	1 958			
Dont Frais d'information et de communication	659	566			
Dont Frais relevant des autres activités	62	46			
Dont Frais de fonctionnement	1 332	1 341			
Frais de gestion	1 163	1 141			
Frais de gestion tsunami	0	0			
Dotations aux amortissements	86	84			
Frais financiers	76	111			
Impôts et taxes	7	5			
Dont dotations et autres charges	4	0			
Dont charges exceptionnelles	32	5			
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	24 590	24 005	TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	28 197	24 359
II - RESSOURCES RESTANT A UTILISER	6 553	3 268	II - REPORT DES RESSOURCES RESTANT A UTILISER	3 007	2 957
III - DIFFERENCE DE CHANGE LIEE AUX FONDS DEDIES	12	21	III - DIFFERENCE DE CHANGE LIEE AUX FONDS DEDIES	38	253
IV - PROVISIONS*	822	N/A	IV - REPRISES SUR PROVISIONS (*)	26	N/A
V - EXCEDENT DE L'EXERCICE		274	V - DEFICIT DE L'EXERCICE	711	
VI - TOTAL GENERAL	31 978	27 568	VI - TOTAL GENERAL	31 978	27 568

Les comptes détaillés peuvent être consultés sur www.aide-et-action.org et l'intégralité du bilan financier est disponible sur simple demande.

* Arrêté du 11 décembre 2008 publié au JO du 21 décembre 2008.

Bilan au 31 décembre 2008

En milliers d'euros, avant affectation du résultat

	2008				2007		2008		2007
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net			2008	2007	
ACTIF						PASSIF			
Immobilisations incorporelles	520	426	94	114		Capitaux propres	9 577	9 303	
Logiciels informatiques	445	426	19	36		Fonds de développement	9 235	8 969	
Immobilisation incorporelle en-cours	0	0	0	0		Fonds d'aide d'urgence	342	334	
Avance et acompte sur immobilisations incorporelles	76	0	76	77		Excédent ou insuffisance en attente d'affectation	-711	274	
Immobilisations corporelles	6 978	4 578	2 400	2 763		Total I	8 866	9 577	
Terrain	610	0	610	610					
Construction	1 406	321	1 085	1 113					
Construction sur sol d'autrui	218	175	43	52					
Installations, agencements	508	369	139	177					
Matériel de transport	2 348	2 035	313	496					
Matériel et mobilier de bureau	830	720	110	176		Provision pour risques et charges	584	524	
Matériel informatique	995	900	96	131		Provision pour risques de change	592	551	
Matériel et outillage	52	50	2	7					
Immobilisation corporelle en-cours	3	0	3	2					
Avance et acompte sur immobilisations corporelles	0	0	0	0					
Autres immobilisations	9	9	0	1		Fonds dédiés	7 424	3 878	
Immobilisations financières	1 004	3	1 000	971		Total II	8 600	4 953	
Prêt au personnel	23	0	22	0					
Prêt Suisse	825	0	825	825					
Dépôts et cautionnements	58	3	55	51					
Participation 1% Apec	0	0	0	95					
Prêts et autres	98	0	98	0					
Total I	8 502	5 007	3 495	3 848					
ACTIF CIRCULANT						DETTES			
Stocks et en-cours	173	34	138	137		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits			
Avances et acomptes versés sur commandes	271	1	269	416		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 876	2 135	
Autres créances	1 526	231	1 295	900		Autres dettes	158	313	
Valeurs mobilières de placement	6 882	701	6 181	7 185		Dettes fiscales et sociales	913	785	
Disponibilités	4 058	0	4 058	2 188		Produits constatés d'avance	5 875	6 636	
Financements institutionnels	9 306	0	9 306	8 590		Total III	11 822	9 869	
Produit à recevoir	7	0	7	16					
Charges constatées d'avance	4 058	0	4 058	602					
Total II	26 280	968	25 312	20 034					
Compte de régularisation						Compte de régularisation			
Ecart de conversion actif (III)	592	0	592	551		Ecart de conversion passif (IV)	110	33	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	35 375	5 975	29 399	24 432		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	29 399	24 432	

CERTIFICATION DES COMPTES

Nos comptes ont été certifiés par le Cabinet Ernst & Young et Autres, membre de l'organisation internationale Ernst & Young. A cette fin, le Cabinet Ernst & Young et Autres est intervenu en France pour la révision des comptes de la France, ainsi que la révision de l'intégration de l'ensemble des comptes de l'association aux comptes français. Les comptes en régions ont également été révisés par les différents membres de l'organisation internationale Ernst & Young ainsi que par le cabinet Judex Avignon en Amérique latine et Caraïbes et le Cabinet Mpazanava à Madagascar.

AIDE ET ACTION TOUJOURS AGREEE PAR LE COMITE DE LA CHARTE

Le Comité de la charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa mission depuis près de vingt ans est de promouvoir une plus grande rigueur pour permettre le « don en confiance ». Il a élaboré une Charte de déontologie et agréé aujourd'hui 55 associations et fondations qui adhèrent volontairement, s'engagent à respecter la Charte de déontologie et à se soumettre à un contrôle continu.

Le public est de plus en plus exigeant à l'égard des organisations faisant appel à la générosité du public. Pour répondre à ses attentes, le Comité de la charte se modernise, comme le précise son objet social : « *Il a pour objet d'assurer la confiance des donateurs et d'œuvrer dans leur intérêt en élaborant des bonnes pratiques et en contrôlant l'application.* » Pour mettre en œuvre ces évolutions, il renforce son conseil d'administration et annonce la création de l'Observatoire de la confiance. Cet observatoire approfondira ses études et analyses sur les leviers de la confiance par le biais de sondages et forums internet ou en s'associant à des études sur ces thèmes. www.comitecharte.org

Villiers-le-Bel : Quels citoyens pour demain⁽¹⁾ ?

Deux journées ont permis à des enfants d'écoles primaires de mieux vivre leur citoyenneté dans un environnement multiculturel avec Aide et Action.

A Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise, Aide et Action a participé à deux journées en écoles primaires. La première, le 7 mai, était une « Journée multiculturelle », à l'école Gérard Philippe. Les élèves, de différents niveaux, étaient mélangés dans de petits groupes de huit ou dix. Grâce à ce petit nombre, ils ont pu échanger sur leurs origines et leurs expériences, notamment au cours d'un atelier « Mon Défi pour l'éducation », qui posait la question suivante : « Quels sont les problèmes dans le monde pour vous ? »

Avec « Mon Défi », les enfants se sont sentis acteurs de leur vie

Lors de cet atelier, Romain Jannel, l'animateur d'Aide et Action, s'est appuyé sur les connaissances des enfants pour les amener à répondre à cette question avec leurs mots, leur sensibilité, leur histoire, etc. Au fur et à mesure des discussions, les enfants prenaient conscience du rôle primordial de l'éducation. Ce processus de réflexion était d'autant plus fort que le constat a été réalisé par les enfants eux-mêmes. Ces derniers, conscients de l'importance de l'éducation, ont ensuite exprimé leur ressenti à travers un dessin qui symbolisait souvent une école ou une planète. Dessin qu'ils ont ensuite affiché dans l'établissement pour le montrer à leurs camarades, professeurs et parents. Avec « Mon Défi », les enfants, même ceux comptant parmi les plus réservés, se sont sentis acteur et moteur dans leur apprentissage et pour leur vie future.

« C'était dur de choisir parce que j'aimais bien trois candidats »

La deuxième journée, le 29 mai, a quant à elle développé le thème de la citoyenneté. A l'école élémentaire Jean Jaurès, les professeurs des écoles avaient rebaptisé chaque classe d'un



Photo : c. AEA - T. Sicard

Des enfants d'une école de Villiers-le-Bel dessinent à leur manière « pourquoi c'est important l'éducation ».

nom de pays imaginaire comme le Groënlande. Les enfants pouvaient se rendre dans ces pays en utilisant un passeport spécialement créé à cet effet. Une zone de transit avait même été conçue avant de pouvoir entrer en toute légalité dans un pays. Aide et Action, pour sa part, y tenait un bureau de vote pour enfants. Ceux-ci étaient invités à choisir, parmi sept candidats, leur « Président » qui les représentera au cours de la prochaine année scolaire. Beaucoup d'enfants ont ainsi pu découvrir ce qu'étaient un bulletin de vote, un isoloir, une urne, un dépouillement... Certains se sont aperçus de la

difficulté de choisir parmi différents programmes, idées ou personnes : « C'était dur de choisir parce que j'aimais bien trois candidats. Mais bon, j'ai quand même fini par en choisir un ! », témoigne Loan. Un deuxième tour a permis d'entériner le mandat du nouveau « Président » et a entraîné la création d'un gouvernement d'enfants qui réunit les délégués de chaque classe. Rendez-vous l'année prochaine pour le bilan de cette toute première expérience citoyenne ! ■

[1 Pour en savoir plus sur l'éducation citoyenne, rendez-vous sur le site www.citoyenedemain.net.

Etats généraux 2004 : à l'heure du bilan

Le Livre du bilan des 2^e Etats généraux (ETG) d'Aide et Action vient de sortir après plusieurs mois de débats et d'échanges dans les pays où notre ONG intervient. Décodage de ce temps fort de la vie de l'organisation.

Les ETG, c'est quoi ?

Les Etats généraux (ETG) sont un important processus de débat international au cours duquel nous fixons ensemble les grandes orientations de notre projet associatif. Son objectif est de définir si ce que réalise Aide et Action correspond bien à sa mission, si elle le fait bien, et si elle se donne les moyens de le faire mieux. Organisés pour la première fois en 1998, puis de nouveau en 2004, ils sont devenus des rendez-vous réguliers de notre vie associative impliquant tous ses acteurs : parrains, bénévoles, membres de la gouvernance, partenaires et salariés.

Ainsi, à l'occasion des ETG, une réflexion s'engage sur plusieurs mois et débouche sur quelques propositions. Au terme de ces échanges, les participants discutent les propositions et font émerger un projet fédérateur validé ensuite par les instances de gouvernance (conseil d'administration, comité international de transition) de l'association.

Le Bilan... une première étape

En 2004, 12 résolutions ont été adoptées. Elles validaient notamment l'élargissement de nos champs d'intervention, notre volonté de développer une politique d'influence, de s'internationaliser ou encore de développer notre vie associative.

En 2008, Aide et Action a procédé au bilan de ses 2^e ETG. Ce bilan a permis de mesurer, avec l'ensemble des acteurs (*voir focus « participants »*) le chemin parcouru depuis 2004 (*voir focus « conclusions »*). Il a aussi permis d'identifier les défis à relever et les thèmes à approfondir et à débattre lors des 3^e ETG qui commencent à l'été 2009.

Le livre du « Bilan des 2^e Etats Généraux » est la synthèse de ce processus participatif et international de plusieurs mois. Il est téléchargeable sur le site :

www.aide-et-action.org

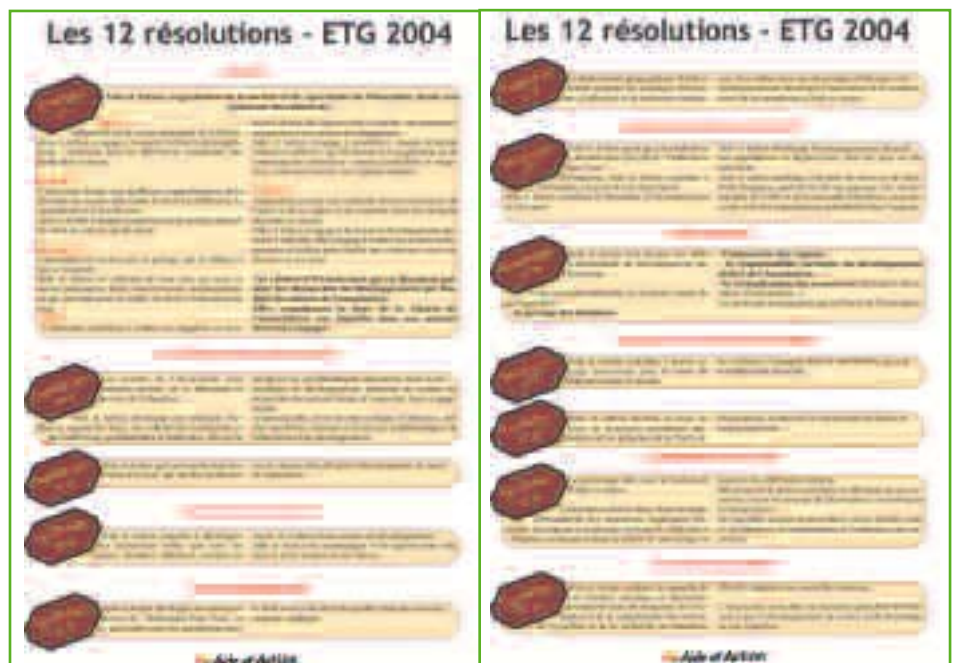
Prochaines étapes

Ainsi, dans les mois suivants et jusqu'à fin 2010, tous les acteurs seront de nouveau consultés. Une réunion internationale fin 2010 permettra de discuter les propositions qui en ressortiront. Mais à la différence des éditions précédentes, les résolutions seront adoptées non pas par l'Assemblée générale d'Aide et Action France, mais

par le Congrès d'Aide et Action International qui se réunira pour la première fois en 2011.

Internationalisation

Présente dans de nombreux pays, Aide et Action a décidé lors des 2^e ETG de s'internationaliser. Pour l'organisation, cela signifie se mettre en accord avec ses valeurs et ses principes en partageant notamment la prise de décisions. Ainsi, chaque région sera désormais autonome et disposera de ses propres instances de gouvernance qui seront représentées au Congrès d'Aide et Action International. ■



Plus de 7 500 personnes ont participé

*Parrains, marraines, bénévoles, partenaires, enfants...
ont participé au bilan des Etats généraux et révèlent la richesse
de la vie associative d'Aide et Action. Quelques exemples...*

Inde : participation des enfants d'un club Arumbu

1 271 enfants ont participé au bilan, notamment en Inde. Comme ici, dans un Club Arumbu – centre d'études et de loisirs destiné aux enfants des bidonvilles de Chennai – où les enfants ont pu expliquer comment leur quotidien avait évolué, dans leur quartier, dans leur famille. Ils ont aussi été invités à faire part de leur vision pour l'avenir de leur club.



Une large consultation internationale

Tout au long du bilan et dans 24 pays, 7 561 personnes ont été consultées dont...

- 1 353 parrains
- 87 bénévoles
- 34 membres de la gouvernance
- 301 salariés
- 14 anciens salariés
- 220 membres d'autres ONG (partenaires ou non)
- 9 entreprises
- 381 acteurs institutionnels
- 4 966 membres des communautés dont 1288 enfants
- 12 universités
- 106 enseignants ou formateurs

Par ailleurs, depuis les 2^e ETG en 2004, Aide et Action agit dans 9 nouveaux pays, soit autant de participants en plus.



Un club de bénévoles se crée en Tanzanie

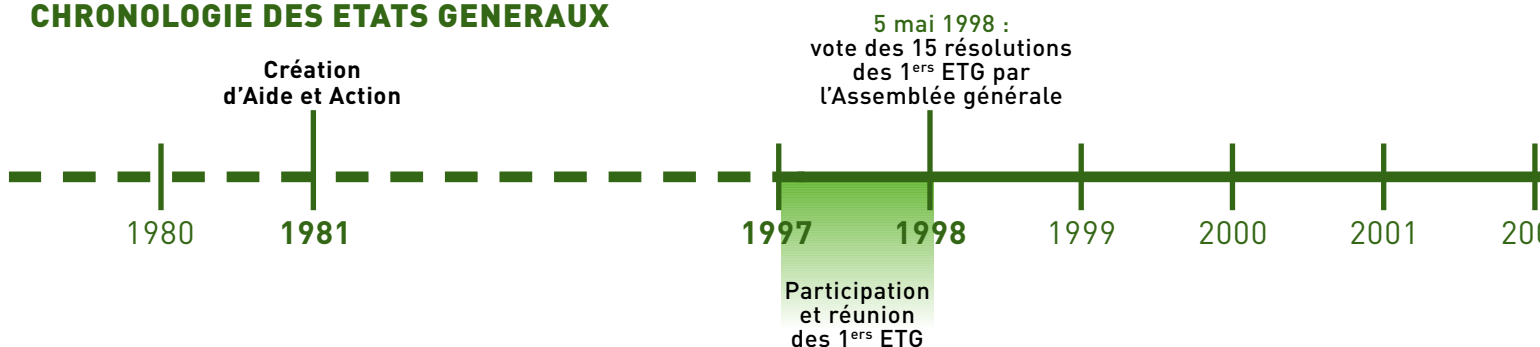


Le bilan des 2^e ETG a permis à 7 professionnels de l'éducation de former le CLUB « Eneza Elimu kwa Mafanikio » («Elargir l'éducation pour le succès ou la réussite» en kiswahili) en Afrique de l'Est et du Centre. Ses objectifs sont, entre autres, de contribuer à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour tous et de travailler en partenariat au développement des activités éducatives du local à l'international. Prochaines étapes : recruter d'autres membres et se faire enregistrer comme un groupe reconnu au niveau provincial. Deux ONG au Burundi et au Rwanda et une université au Congo ont déjà accepté d'y prendre part.

France : consultation des parrains/marraines

Les parrains et marraines ont été consultés lors de ce bilan à l'occasion d'une étude qualitative et quantitative. Les principales conclusions de cette étude sont positives, tant sur la qualité du lien de parrainage que sur l'image et la compréhension de ce que fait l'association. Un questionnaire a également été mené en ligne. Au total, 1 353 parrains ont ainsi pu participer au bilan des 2^e ETG.

CHRONOLOGIE DES ETATS GENERAUX



Les conclusions à retenir

Le livre du bilan des 2^e ETG est construit autour de 4 chapitres correspondant aux 4 questions que nous nous sommes posées tout au long du processus : *Qu'est-ce qui a changé ? Avons-nous changé ? Qu'avons-nous changé ? Quelle expertise pour quel changement ? Petit aperçu....*

Chapitre 1. Un contexte en constante évolution

La question : « Qu'est-ce qui a changé ? », est incontournable pour répondre au mieux aux enjeux d'une éducation de qualité pour tous. Nous avons ainsi pu constater que, depuis 2004, les changements observés au niveau mondial (urbanisation, crise économique, etc.) sont de plus en plus rapides. Le rôle des Etats se renforce et les populations prennent davantage conscience qu'elles peuvent participer au changement. De fait, la démarche de partenariat entre les différents acteurs (Etats, ONG, citoyens, acteurs économiques, etc.) devient incontournable et ce d'autant plus que les finalités de l'éducation sont différentes selon les contextes des pays.

Chapitre 2. Une identité renforcée : la charte

Lors des ETG de 2004, Aide et Action a élaboré une charte (*voir ci-contre*) qui reprend les valeurs fondamentales de l'association. Cette charte a été partagée par tous les membres et acceptée par tous les partenaires de l'ONG. Au-delà des critères de transparence et de bonne gestion, l'organisation s'est engagée sur des valeurs de liberté, de respect, de solidarité, d'équité et d'intégrité.

Chapitre 3. Evolution de la mission sociale : modification de l'article 2 de nos statuts

Les 2^e ETG ont également permis de modifier l'article 2 des statuts de l'association. Par cette modification, l'association devient une organisation de développement dont l'objet est de faire progresser la cause de « l'éducation pour tous ». Elle quitte donc son statut d'association de parrainage. Ce changement entraîne également une modification des modes

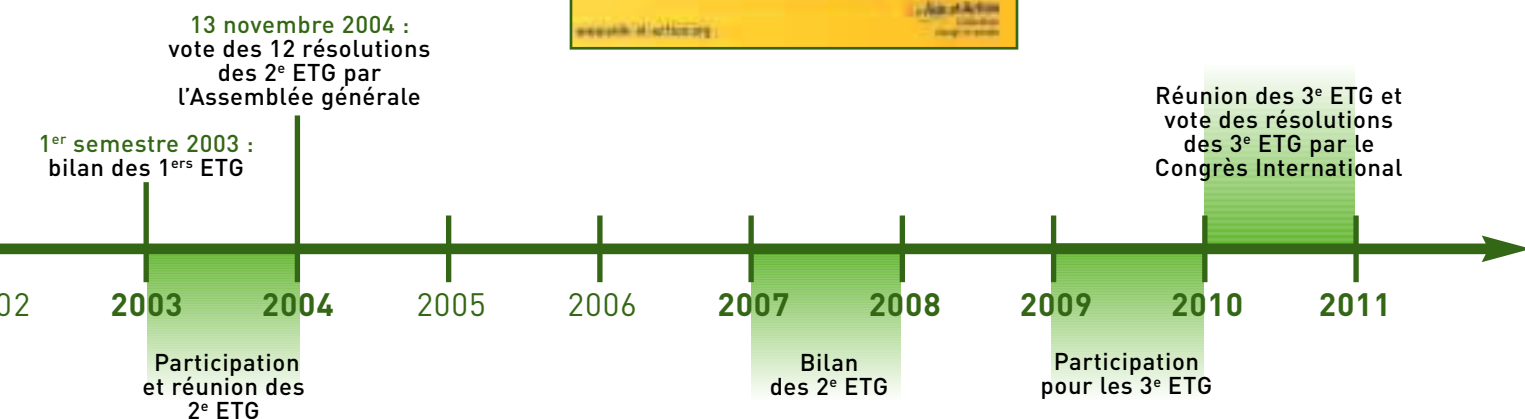
d'évaluation des projets et de leurs impacts. Pour cela, de nouveaux indicateurs sont nécessaires. Cette question de l'impact est d'autant plus importante que les parrains expriment des attentes sur l'effet des actions menées.



Un projet innovant : un bibliobus au Cambodge

Chapitre 4. Une expertise construite au fil des expériences

En réalisant ce bilan, Aide et Action a pu mesurer à quel point son expertise est multiple et ancrée sur le terrain : méthodes participatives, capacités d'innovation, de mobilisation et de mise en réseau, financement de l'éducation (parrainage, mobilisation des entreprises, etc.).



Pour une question générale ou qui est en lien avec le magazine, vous pouvez écrire à la rédaction. Si elle concerne plus particulièrement les pays avec lesquels vous êtes en relation, n'hésitez pas à leur écrire directement.



Visite de projet : témoignages et images d'une marraine

M^{me} Mitelman est la marraine de Rajaram, un petit garçon indien de 9 ans. En novembre 2008, elle s'est rendue dans son village pour le rencontrer ainsi que sa famille et ses camarades de classe. Pleine d'initiatives, cette marraine nous raconte en image son aventure.

Textes et photos : Joëlle Mitelman

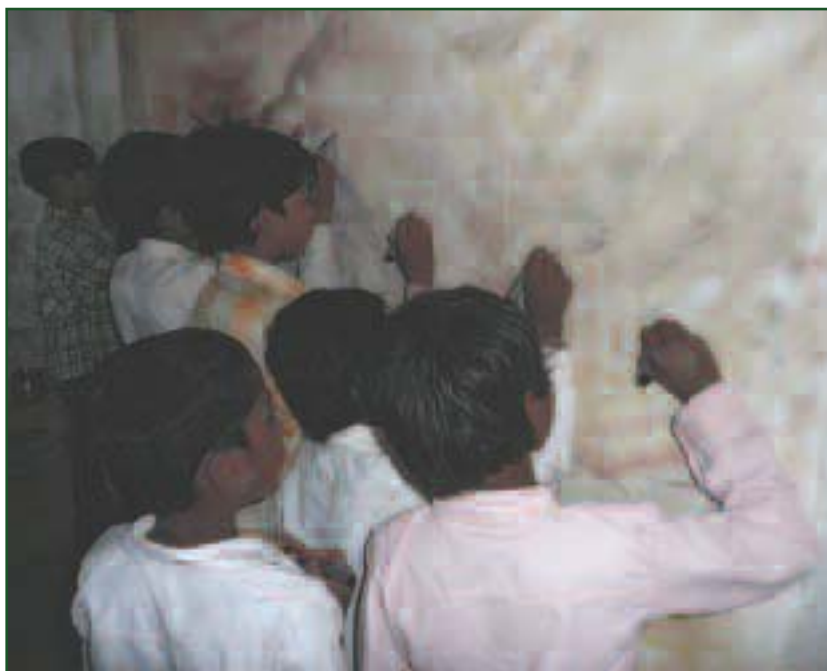


« Depuis juillet 2007, je suis la marraine, de Rajaram, 9 ans qui vit à Babda dans l'Etat du Madhya Pradesh. C'est ma première expérience de parrainage. Le lien avec mon filleul est très concret grâce à la correspondance. Au fur et à mesure des dessins qu'il m'envoie, je vois son évolution. J'ai envie de l'encourager. »



« Lors de ma première correspondance, j'ai envoyé une carte de l'Europe, de la France et de Paris. J'avais collé des post-it pour lui montrer où j'habite et où je travaille. Quand je suis arrivée dans la classe, j'ai vu mon plan de Paris. Ça m'a fait bizarre. Sur cette photo, je suis entourée des personnes importantes du village et de l'enseignant. On voit le plan de Paris affiché au-dessus de nos têtes. »

« Lorsque je me suis rendue dans la classe de Rajaram, j'ai voulu organiser un atelier dessin. Au feutre, les enfants ont dessiné leur vie sur deux grandes toiles que j'avais achetées en France. Ils m'ont complètement bluffée car ils ont très vite compris et se sont lancés tout de suite. Je voulais qu'ils réalisent une œuvre commune, c'était quelque chose de très fort pour moi. »



« Je sais que son papa est cultivateur. J'ai envoyé des graines à Rajaram en lui expliquant les saisons des pousses. J'ai su qu'ils les avaient reçues car il m'a répondu qu'il avait bien suivi mes conseils, que les plantes ont poussé mais qu'elles n'ont pas donné de fruits car il y a de gros problèmes d'eau dans le village. Là, Rajaram et moi plantons un arbre que j'avais ramené. »





« Le lendemain, je voulais organiser 5 nouveaux ateliers mais, malheureusement, une pièce qui commandait le levier de vitesse de la voiture s'est cassée. Nous avons été bloqués 5 heures. Nous sommes finalement arrivés 1h30 avant la tombée de la nuit. »



« J'avais acheté 300 bananes aux enfants. J'ai quand même pu les leur donner. Ils étaient très contents. »



« La rencontre avec la famille de Rajaram était très émouvante. Devant leur maison, ils avaient affiché tous mes courriers. Quelle surprise ! »

Abonnez vos proches à « Aide et Action Le Magazine » pour seulement 4 € par an !

- Pour abonner plusieurs de vos proches, n'hésitez pas à photocopier ce coupon. **Un nouveau lecteur est un futur parrain potentiel !**
- Si vous souhaitez faire un chèque dont le montant est supérieur à vos abonnements, l'excédent sera enregistré comme un don à l'association.

Aide et Action – 53, bd de Charonne – 75545 Paris Cedex 11



Oui, je souhaite offrir un abonnement à l'un de mes proches dont voici les coordonnées :

M. Mme Mlle

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

Ma référence parrain

Merci de retourner ce coupon accompagné d'un chèque bancaire ou postal de 4 € au minimum à l'ordre d'Aide et Action.

DEVENEZ PARRAIN, vous aiderez un enfant...

et une autre,

et une autre,

et un autre,

et un autre,

et une autre,

et un autre,

et une autre...

Etre parrain avec Aide et Action, c'est contribuer à la mise en place de projets éducatifs qui bénéficient au plus grand nombre, tels que la formation des maîtres, la scolarisation des enfants des rues ou encore des enfants travailleurs. C'est ainsi que, grâce au soutien de 62 000 marraines, parrains et donateurs, plus de 5 millions d'enfants accèdent, tous les ans, à une éducation de qualité. L'enfant ou le projet que vous suivrez témoignera pour vous des effets concrets de ce travail.

L'ÉDUCATION CHANGE LE MONDE, DEVENEZ PARRAIN.



Aide et Action 1^{re} association de parrainage en France, contribue actuellement à la scolarisation de plus de 5 millions d'enfants dans le monde.

Oui, je veux devenir parrain et je choisis de suivre :

Un projet (une classe ou une école)

La scolarité d'un enfant

Une action au choix d'Aide et Action

Je choisis de verser : _____ € par mois (minimum 20€).

Je joins un chèque correspondant à mon premier mois de parrainage. Je recevrai par la suite mon formulaire d'autorisation de prélèvement.

Le montant du parrainage est déductible d'impôts à hauteur de 66% du montant total annuel, dans la limite de 20% de vos revenus. Ainsi, un parrainage de 25€ par mois ne vous revient réellement qu'à 8,5€.

www.aide-et-action.org
33 (0) 1 55 25 70 00

Mme Mlle M. Prénom : _____ Nom : _____

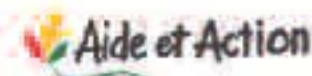
Adresse : _____

Code Postal : | | | | | Ville : _____

Tél. : | | | | | | | | | | E-mail : _____

MERCI DE RENVoyer CE COUPON À : Aide et Action - 53 Bd de Charonne - 75545 Paris Cedex 11.

Je souhaite d'abord recevoir une documentation complète sur le parrainage avec Aide et Action.



L'Éducation change le monde



RECEVREZ TOUT DE SUITE, PAR VOIES ÉLECTRONIQUES, UN MESSAGE DE BIENVENUE ET LE FORMULAIRE D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT. Ce formulaire est à retourner à Aide et Action, 53 Bd de Charonne - 75545 Paris Cedex 11. Téléphone : 01 55 25 70 00.